



# RAPPORT ANNUEL

## 2024-2025



# Table des matières

---





Notre  
raison  
d'exister

---

# Notre raison d'exister

**WIEGO** est un réseau mondial consacré à soutenir le mouvement des travailleuse·eur·s de l'informel, en particulier les femmes et les personnes démunies. Nous considérons que l'intégralité des travailleuse·eur·s doit avoir les mêmes opportunités économiques, les mêmes droits et les mêmes protections.

Notre mission consiste à améliorer leurs conditions de travail et à mettre en question les systèmes à l'origine de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice afin de bâtir un monde du travail plus juste.

Voici notre conviction : entre les mains des travailleuse·eur·s, les données sont une source de pouvoir. WIEGO élabore des statistiques et mène des recherches et des analyses des politiques publiques pour que les travailleuse·eur·s puissent ensuite s'en servir dans leur plaidoyer.

Nos valeurs, centrées sur le respect, la solidarité, le soin et l'inclusion, façonnent la manière dont nous soutenons les travailleuse·eur·s de l'informel et dont nous servons le mouvement des travailleuse·eur·s en général.

## Les objectifs des efforts de WIEGO :



Élargir les recherches et les statistiques sur l'économie informelle



Promouvoir le changement à travers le plaidoyer en matière d'action publique



Soutenir les travailleuse·eur·s dans leur emploi de nos résultats de recherche et dans leur engagement dans le plaidoyer en matière de politiques



Forger une voix collective en aidant les organisations des travailleuse·eur·s à se consolider et se connecter les unes aux autres

# NOTRE STRUCTURE

## > LE RÉSEAU WIEGO

Les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel qui jouent un rôle actif au sein de WIEGO sont invitées à devenir membres institutionnels. Les chercheuse·eur·s, statisticien·ne·s et professionnel·le·s des agences de développement qui ont par le passé collaboré avec WIEGO sont également invitée·e·s à adhérer en tant que membres à titre individuel. En 2024, le réseau WIEGO compte 153 membres : 33 institutions et 120 membres à titre individuel.

## > LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE WIEGO

Le [Conseil d'administration de WIEGO](#) est composé de membres issu·e·s de trois groupes – organisations de base de travailleuse·eur·s de l'informel, chercheuse·eur·s et praticien·ne·s du développement – rassemblant des personnes aux horizons divers et provenant de différentes régions du monde. Il comprend quatre représentant·e·s des organisations de base (dont l'un·e assume la présidence) et deux représentant·e·s des deux autres groupes. D'autres membres peuvent être coopté·e·s selon les besoins afin d'assurer le bon fonctionnement du Conseil.

[L'équipe WIEGO](#) réunit plus de 70 personnes réparties dans plus de 24 pays, ce qui nous permet de tisser et de maintenir des partenariats et des alliances solides dans toutes les régions du monde. Le siège de WIEGO Limited est situé à Manchester, au Royaume-Uni, où sont basées nos équipes dédiées aux opérations et aux finances.

## > NOTRE ÉQUIPE



# NOS PROGRAMMES

Nos cinq programmes – Droit, Organisation et représentation, Protection sociale, Statistiques et Politiques urbaines – combinent l'expertise technique sur les principales problématiques touchant les travailleuse·eur·s et la connaissance du terrain et des réalités des travailleuse·eur·s.

Les programmes de WIEGO collaborent pour accroître leur impact, en s'appuyant sur l'expertise de chercheuse·eur·s et de militant·e·s de terrain. Notre travail est mené avec les travailleuse·eur·s de l'informel et leurs organisations, et il est guidé par leurs besoins.





# Rétrospective de l'année

---

# Rétrospective de l'année : lettre de la présidente du Conseil d'administration



Le soutien à la construction des organisations de travailleuses de l'informel a été le fil conducteur du travail de WIEGO pendant trois décennies et se place au cœur de sa raison d'être. Cette dernière année m'a encore une fois rappelé la force extraordinaire des travailleuse·eur·s lorsqu'elles·ils se rassemblent à travers les pays, les secteurs et les générations, et s'unissent pour bâtir leurs organisations de base, revendiquer leurs droits et façonner leur avenir ensemble. WIEGO continue de montrer comment les chercheuse·eur·s, les décideuse·eur·s politiques et les partenaires du développement peuvent conjuguer leurs efforts pour faire avancer le mouvement des travailleuse·eur·s.

Cette année, nos réseaux mondiaux ont déployé leur pouvoir organisationnel de manière remarquable. Lors d'un événement historique, fruit d'années de travail, les récupérateur·euse·s de matériaux ont tenu leur premier congrès électif au sein de l'Alliance internationale de récupérateur·euse·s. De plus, HomeNet International a poursuivi avec détermination sa poussée en faveur de la ratification, depuis trop longtemps attendue, de la Convention n° 177 de l'OIT. Cette lutte résonne profondément auprès des travailleuse·eur·s à domicile que je rencontre ici en Inde et partout ailleurs. En outre, StreetNet International a élargi sa base de membres et a lancé son programme de leadership de la jeunesse, une initiative pleine d'énergie qui montre en toute clarté que l'avenir du mouvement est déjà entre des mains compétentes. Enfin, les Nations unies ont accordé à la Fédération internationale des travailleuses domestiques le titre de « Champion·ne·s du soin », reconnaissant ainsi le travail essentiel que les travailleuses domestiques réalisent dans toutes les sociétés.

Cette année aussi, nous avons fait face à des défis de forte intensité. Au début de l'année 2025, la réduction de l'espace civique dans beaucoup de pays et l'approfondissement de la crise du financement du développement ont créé des incertitudes quant à l'avenir de nombreuses organisations de base. Ces pressions menacent les espaces mêmes où les travailleuse·eur·s s'organisent, s'expriment et construisent leur force collective et leur solidarité. Dans ce contexte, ce qui a suscité un grand espoir, c'est le leadership dont ont fait preuve les travailleuses de l'informel partout. De Delhi à Dakar, d'Accra à Bangkok, les travailleuses ont été en première ligne de l'élaboration des solutions climatiques, de la lutte pour la justice fiscale, de l'autonomisation juridique et de la création de systèmes de protection sociale qui fonctionnent mieux pour les personnes qu'ils sont censés atteindre. Elles ont fait tout cela en façonnant la recherche et les politiques et en renforçant la voix collective des deux milliards de travailleuse·eur·s de l'informel dans le monde. Elles ont exploré des voies pour poursuivre le travail organisationnel qui assure la pérennité de leurs organisations.

Cette année encore, la solidarité a été la clé. Alors que nous réfléchissons à nos progrès dans ce rapport, je tiens à remercier du fond du cœur les travailleuse·eur·s, les leaders, les organisatrice·eur·s, les chercheuse·eur·s et les partenaires qui continuent de porter la construction de notre mouvement avec tant de courage et d'amour. Leur force collective fait fonctionner nos foyers, nos communautés et nos économies, et c'est elle qui nous fera avancer.

En toute solidarité,

**Mirai Chatterjee**  
Présidente du Conseil d'administration de WIEGO

# Rétrospective de l'année : lettre de la coordinatrice internationale



Cette année a mis en lumière l'importance vitale du rôle de WIEGO en tant que pont entre les travailleuse·eur·s de l'informel et les systèmes politiques qui façonnent leur vie. Partout dans le monde, les travailleuse·eur·s n'ont cessé de s'organiser et d'ouvrir la voie, malgré la réduction de l'espace civique et la crise du financement qui a mis beaucoup de pression sur de nombreuses organisations. Dans ce contexte, la responsabilité de WIEGO de relier, de soutenir et d'amplifier l'action menée par les travailleuse·eur·s n'a fait qu'augmenter.

À travers tous nos programmes, nous avons travaillé pour mettre directement entre les mains des travailleuse·eur·s les outils du changement, et ce, grâce aux débats sur une fiscalité plus équitable au Ghana, à l'autonomisation juridique des travailleuses domestiques au Zimbabwe et au Togo, au plaidoyer urbain et climatique qui intègre les moyens de subsistance informels dans les espaces politiques, ainsi qu'à la formation en protection sociale qui renforce la capacité des leaders des travailleuse·eur·s à se frayer un chemin à travers le financement de la protection sociale. De surcroît, notre contribution aux normes statistiques mondiales relatives au travail via des plateformes numériques garantit que le monde entier reconnaît et compte mieux les travailleuse·eur·s qui font rouler l'économie.

Ces efforts sont le reflet de la principale raison d'être de WIEGO : la remise en question des structures qui perpétuent la pauvreté et les inégalités, ainsi que le soutien à la participation des travailleuse·eur·s de l'informel aux processus de conception des règles qui régissent leur travail et leurs moyens de subsistance.

Cette année a aussi été une période de réflexion pour WIEGO. Nos quatre réseaux mondiaux étant déjà établis et en train d'approfondir leur leadership dans leurs secteurs respectifs, nous passons à une étape où notre rôle doit évoluer. L'année qui arrive devra comporter beaucoup de réflexion, d'écoute et d'adaptation attentives, alors que nous songeons à la manière dont WIEGO peut contribuer à ce mouvement qui gagne en force et en complexité.

Je suis reconnaissante envers notre équipe, nos partenaires et nos bailleuse·eur·s de fonds et notamment envers les travailleuse·eur·s et les organisations qui marchent à nos côtés. Alors que nous nous préparons à cette période de transition, une chose est sûre : la force de WIEGO repose sur son rôle de pont entre les travailleuse·eur·s, les connaissances et les politiques, de manière à permettre aux travailleuse·eur·s, notamment aux femmes, de diriger le changement.

**Laura Alfers**  
Coordinatrice internationale, WIEGO



# Notre impact en chiffres

---

# Notre impact en chiffres

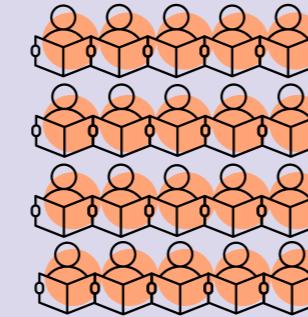
De l'organisation de base au plaidoyer politique, l'impact de WIEGO se reflète dans les personnes que nous touchons, les organisations que nous renforçons et les systèmes que nous contribuons à transformer.

## PERSONNES ET ORGANISATIONS



**Plus de 270 organisations soutenues**

Renforcées par la recherche, le développement de capacités et le plaidoyer en matière de politiques.



**Près de 2 000 de personnes formées**

Principalement des travailleuses de l'informel.

## SYSTÈMES ET CONNAISSANCES



**+ de 60 publications et travaux de recherche**

Notamment des notes d'information sur des politiques, des guides et du matériel pour le plaidoyer.

## PORTÉE ET ENGAGEMENT



**+ de 207 000 visites du site web**



**+ de 14 000 téléchargements**



**+ de 57 000 abonné·e·s tous réseaux sociaux confondus**



A photograph showing a group of Indian women, likely from a rural community, sitting together and looking upwards with expressions of hope or contemplation. They are dressed in vibrant, patterned saris in shades of yellow, red, blue, and orange. The scene is set indoors with warm, ambient lighting.

# Récits de Changement

---

# Récits de Changement

Notre mandat consiste à remettre en question les systèmes qui sont à la base de la pauvreté et des inégalités touchant les travailleuse·eur·s de l'informel, dans le but de construire un monde du travail plus juste. Cela exige un changement systémique, qui implique de s'attaquer aux problèmes sociaux, politiques et économiques en transformant les structures, les relations et les mentalités qui perpétuent le statu quo. WIEGO contribue au changement systémique principalement de quatre manières :

- En mettant la recherche, les statistiques, la connaissance du droit et des arguments de politique publique entre les mains des organisations de travailleuse·eur·s afin qu'elles puissent impulser le changement.
- En créant des espaces favorisant l'émergence de nouveaux partenariats et alliances entre chercheuse·eur·s, décideuse·eur·s politiques et organisations de travailleuse·eur·s, et permettant aux travailleuse·eur·s de participer directement à l'élaboration des politiques à plusieurs niveaux.

- En tirant parti des partenariats avec des organisations multilatérales pour exercer une influence sur la manière dont les règles, les normes et les lois mesurent, régulent et protègent les travailleuse·eur·s.
- En transformant les récits par la diffusion des résultats de la recherche et en soutenant les revendications des travailleuse·eur·s dans les espaces d'élaboration des politiques publiques et auprès des médias.

À l'heure où le monde est en proie à de multiples crises et où les fondements mêmes de la démocratie sont mis à mal, ce travail de transformation des systèmes est devenu plus exigeant. Les sept récits présentés dans cette section montrent comment WIEGO relève ce défi, en s'appuyant sur son rôle de pont entre la recherche, le droit et les politiques, d'une part, et des réalités ancrées sur le terrain, d'autre part, afin de faire évoluer les systèmes et d'améliorer la vie et les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s de l'informel.



Le récit **Promotion de la justice fiscale pour les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique** témoigne du soutien de WIEGO aux gouvernements nationaux dans l'augmentation des recettes d'une manière qui soit stratégique et fondée sur des données probantes et sur la communication avec les contribuables.



Dans **WIEGO rejoint l'initiative de l'OIT visant à élaborer des statistiques sur le travail sur les plateformes numériques**, nous racontons comment WIEGO soutient le développement de normes et recommandations statistiques pour la mesure du travail et de l'emploi sur ces plateformes. Le programme de Statistiques de WIEGO, représenté dans un groupe de travail organisé par le département de Statistiques de l'OIT, conseille cet organisme dans le processus de rédaction des lignes directrices sur les statistiques à présenter pour son étude lors de la prochaine Conférence internationale des statisticien·ne·s du Travail (CIST) en 2028.



**Dialogue avec la communauté de recherche pour explorer les orthodoxies économiques** nous permet ensuite de décrire comment WIEGO produit des recherches remettant en question le présumé lien entre les subventions d'assurance sociale et l'informalité, ainsi que d'autres récits dominants. De même, **WIEGO forge des alliances** avec des organisations internationales clés pour garantir la prise en compte des résultats de recherche dans des débats politiques de portée plus large.



Le récit **Travailleuses domestiques du Togo et du Zimbabwe : nouvelles défenseuses juridiques** explique ce que signifie réellement l'« autonomisation juridique » et comment l'équipe du programme Droit de WIEGO soutient les travailleuse·eur·s de l'informel pour connaître, utiliser et façonner le droit.



**Relier la recherche sur l'informalité et la crise climatique aux médias et aux débats politiques en Inde** montre comment WIEGO s'appuie sur sa participation à des forums internationaux de haut niveau et sur la publication d'articles de presse pour porter la situation des travailleuse·eur·s urbain·e·s à l'attention des décideuse·eur·s en matière de politiques climatiques, ainsi que l'impact de cette approche en Inde.



**Développement de la recherche sur l'accès à la protection sociale en République démocratique populaire lao et au Cambodge pour l'engagement et l'action en matière de politiques publiques**, montre comment, grâce à un partenariat solide avec l'OIT, WIEGO s'est appuyée sur ses recherches qualitatives pour amener le gouvernement lao à modifier son système de sécurité sociale afin de faciliter l'accès des travailleuse·eur·s de l'informel.



**Les coopératives et l'économie sociale et solidaire : une voie vers la formalisation et le travail décent** montre comment les recherches de WIEGO diffusent largement les pratiques des travailleuse·eur·s au sein des coopératives et d'autres entités de l'économie sociale et solidaire, et comment elles associent les membres des coopératives à des espaces de dialogue et de prise de décision. Cette participation consolide leur rôle en tant qu'acteurs clés des processus de formalisation.

# Promotion de la justice fiscale pour les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique



« Nous n'avons ni d'électricité ni d'eau au marché ; pour la sécurité, nous devons trouver des personnes et les payer. Le système de drainage est très mauvais. [Les autorités] devraient venir au marché, nous impliquer, nous expliquer de quoi il s'agit et quels en seront les bénéfices pour nous, afin que, chaque fois que nous payons tous ces impôts, nous sachions pourquoi nous payons. »

– Josephine Lomokie Dugbatey, vendeuse de poisson sec au marché Abokobi à Accra et membre du comité de l'Association des colporteuse·eur·s et vendeuse·eur·s de rue de l'informel (IHVAG)

En Afrique, des millions de vendeuse·eur·s de rue, commerçant·e·s de marché et autres travailleuse·eur·s de l'informel indépendant·e·s nourrissent et soutiennent les communautés urbaines. Pourtant, elles·ils font face à des charges fiscales injustes qui sapent leurs maigres revenus, bien inférieurs aux seuils nationaux d'imposition sur le revenu. Plus de [90 % des petites entreprises en Afrique sont informelles](#) et opèrent avec une comptabilité limitée. Une étude menée par WIEGO et ses partenaires révèle que si ces travailleuse·eur·s sont la cible principale des politiques fiscales visant à augmenter les recettes dans de nombreux pays à faible revenu, le coût de la perception de ces impôts est nettement supérieur aux montants collectés.

La plupart des pays africains ont simplifié leurs régimes fiscaux dans le but d'augmenter les recettes, de faciliter la formalisation et d'améliorer la qualité des données détenues par les autorités fiscales. Cependant, des [éléments probants](#) indiquent que les régimes fiscaux simplifiés génèrent souvent peu de recettes, ont un impact disproportionné sur les personnes démunies et sont appliqués de manière incohérente.

Il est évident qu'il est nécessaire de mettre en place une fiscalité fondée sur des données. Souvent, les propositions politiques partent du principe que les travailleuse·eur·s de l'informel ne paient pas d'impôts ou refusent de le faire. Non seulement cette idée est [fausse](#), mais elle compromet la possibilité de mettre en place des systèmes fiscaux plus équitables pour ces travailleuse·eur·s.

En collaboration avec ses partenaires, notamment le Centre international pour la fiscalité et le développement ([ICTD](#)), WIEGO a commencé à s'intéresser de près à la justice fiscale en 2018, alors que la société civile accordait une grande attention à l'évasion fiscale à la suite des révélations des [Panama Papers](#). Dans ce contexte chaotique, une autre question urgente est passée inaperçue : l'imposition injuste des travailleuse·eur·s de l'informel. WIEGO a lancé un projet visant à aider les pays à faible revenu à augmenter leurs recettes fiscales de manière stratégique, [fondée sur des données probantes](#) et en communication avec les contribuables.



Le projet est né des échanges avec les travailleuse·eur·s de l'informel, qui soulignaient la difficulté de gagner leur vie face à autant d'impôts et de droits à payer au gouvernement.

Afin de faciliter l'élaboration de politiques d'imposition appropriées, l'équipe fiscale de WIEGO analyse les systèmes fiscaux existants et veille à ce que les contributions des travailleuse·eur·s de l'informel, tant en termes de recettes fiscales que d'économie locale, soient reconnues par les décideuse·eur·s politiques.

## > PRENDRE RACINE À ACCRA

C'est à Accra, au Ghana — une des villes faisant partie de l'initiative Villes focales de WIEGO — que nous avons commencé notre travail sur la justice fiscale, un concept qui, dans les grandes lignes, revient à l'équité. « Être présent·e et le rester » a été la clé du progrès vers la justice fiscale connu au Ghana, selon Mike Rogan, associé de recherche du programme de Politiques urbaines de WIEGO.

WIEGO et ses alliées ont établi un rapport solide avec les autorités fiscales locales et nationales à Accra. Au début de 2025, Charles Addae, de l'administration fiscale du Ghana, a affirmé lors d'un webinaire que l'organisme était en train de reconstruire son approche de l'imposition forfaitaire après avoir appris, principalement grâce aux recherches de WIEGO et de l'ICTD, que le « timbre fiscal » du Ghana est un impôt régressif. Le timbre fiscal est l'impôt national officiel qui a comme cible le secteur informel et il s'agit d'un impôt forfaitaire.

WIEGO a entamé une troisième enquête au Ghana, où l'emploi informel représente [89 % de l'emploi au niveau national](#) et 83 % dans les zones urbaines. Cette étude, financée par Co-Impact, se concentre sur les commerçant·e·s de marché à Accra et s'appuie sur une enquête de 2022 sur 2 700 entreprises informelles de la zone métropolitaine d'Accra, financée par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida).

L'étude de 2022 a révélé que les travailleuse·eur·s de marché de l'informel paient plusieurs taxes et prélèvements locaux équivalents à des taux d'impôt régressifs. En outre, les travailleuse·eur·s à faible revenu paient un pourcentage considérablement plus élevé de leurs revenus. Elle a aussi prouvé que les travailleuse·eur·s veulent bien payer des

impôts si ceux-ci sont justes et transparents et leur apportent des bénéfices en contrepartie.

En s'appuyant sur l'enquête de 2022, Rogan a coécrit un [article](#) pour Development Policy Review, qui compte parmi les dix articles les plus cités de l'éditeur en 2024.

## > CONSTRUIRE UN SYSTÈME D'IMPOSITION ÉQUITABLE

Il est essentiel de dialoguer directement avec les travailleuse·eur·s de l'informel et leurs organisations pour mettre en place un système fiscal équitable. « La justice fiscale exige un échange dans lequel les contribuables bénéficient d'avantages. Donner aux travailleuse·eur·s un siège à la table leur permet de négocier pour obtenir des avantages et de mener des actions collectives », a déclaré Rogan.

En février 2025, alors que WIEGO, l'ICTD, l'université du Ghana et l'administration fiscale ghanéenne lançaient le projet de recherche de 5 ans financé par Co-Impact à Accra, les commerçantes de marché leaders se sont servies de la plateforme multipartite pour raconter tant à l'administration fiscale du Ghana qu'aux autorités de l'Assemblée municipale d'Accra leurs expériences autour de la fiscalité.

**« Quand il y aura une baisse des impôts, je voudrais développer mon activité. Si les impôts baissent au Ghana, on pourra acheter plein de marchandises à vendre aux client·e·s, mais quand les impôts sont élevés, on ne peut pas en acheter beaucoup, et parfois, les taux [d'intérêt] bancaires sont, eux-aussi, élevés. »**

– Aboagye Maxwell, qui vend des chaussures d'occasion sur son étal au marché de Tema Station, à Accra, au Ghana

La participation des autorités fiscales au projet, notamment par leur contribution aux thèmes couverts par l'instrument de recherche, permettra de faire entrer directement les résultats de la recherche dans les sphères des politiques. « Notre objectif est que les autorités fiscales modifient réellement leur politique », par exemple en accordant des exonérations aux travailleuse·eur·s de l'informel à faible revenu, a expliqué Rogan.

Les données montrent que taxer les travailleuse·eur·s démunie·e·s est une perte de temps : le coût du recouvrement des impôts auprès des travailleuse·eur·s de l'informel à faible revenu est jusqu'à neuf fois supérieur aux recettes générées. Les politiques fiscales qui se concentrent plutôt sur les grandes entreprises non enregistrées, les individus disposant d'un patrimoine important qui opèrent dans l'informel et autres permettraient d'augmenter les recettes nationales et d'améliorer le contrat social.

## > METTRE LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'IMPACT

La recherche est un élément essentiel du travail de WIEGO autour de la justice fiscale. En septembre 2024, le G20 (Brésil) a publié le travail de WIEGO sur la fiscalité sous forme d'une note d'information technique sur des politiques intitulée [Task Force 01 : Fighting Inequalities, Poverty and Hunger](#) [Groupe de travail 01 : lutte contre les inégalités, la pauvreté et la faim], qui prenait comme base la recherche menée au Ghana.

En janvier 2025, le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations unies a ajouté les contributions de WIEGO au projet de déclaration de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Cela a permis d'inclure une recommandation clé dans le rapport final de cette conférence.

En mars 2025, l'ICTD et WIEGO ont publié une note d'information conjointe sur des politiques sur

[le genre et la fiscalité](#). Quelques mois auparavant, l'équipe de fiscalité a publié une [note d'information sur des politiques](#) en collaboration avec la Banque mondiale pour la première fois, ce qui a permis à WIEGO d'atteindre de nouveaux publics.

Dans la pratique, la justice fiscale devrait s'appuyer sur des données probantes pour déterminer les impôts que les travailleuse·eur·s doivent acquitter, tout en veillant à ce que les travailleuse·eur·s de l'informel comprennent leurs droits et leurs obligations, et que leurs organisations aient voix au chapitre dans les espaces où sont élaborées les politiques fiscales.

Afin de contribuer aux discussions sur la fiscalité et la manière dont les entreprises et les travailleuse·eur·s de l'informel interagissent avec les systèmes fiscaux, WIEGO fait partie d'une communauté de pratique récemment créée qui rassemble des travailleuse·eur·s de l'informel, des représentant·e·s des autorités fiscales africaines, des organisations de la société civile, des chercheuse·eur·s universitaires, la Banque mondiale et d'autres acteurs. Nous travaillons aussi avec une organisation fédératrice appelée Forum africain de l'administration fiscale pour développer des lignes directrices et des formations.

Forte des acquis d'Accra, WIEGO étend son travail sur la fiscalité à de nouveaux pays et à de nouvelles régions. Grâce au financement du Fonds philanthropique Wellspring, l'équipe de fiscalité forme des leaders des travailleuse·eur·s pour plaider en faveur d'une fiscalité équitable au Ghana, en Colombie et en Équateur. Et grâce à la communauté de pratique et au financement de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), WIEGO étend désormais son travail en matière de justice fiscale à la Tanzanie.

Cette communauté de pratique est un exemple de la manière dont WIEGO crée des espaces propices à la naissance de nouvelles alliances et à la participation directe des travailleuse·eur·s à l'élaboration des politiques.



# WIEGO rejoint l'initiative de l'OIT visant à élaborer des statistiques sur le travail sur les plateformes numériques



---

« Lorsqu'une personne affirme que les travailleurs des plateformes sont les nouveaux travailleurs de l'informel, la première chose que les gens veulent savoir, ce sont les statistiques. Combien de travailleurs y a-t-il ? Quelles sont les caractéristiques de ces travailleurs et de leurs ménages, ainsi que de leur emploi et de leurs activités ? »

– Françoise Carré,  
directrice du  
programme de  
Statistiques de  
WIEGO





Dans le cadre d'un groupe de travail mis en place par le Département des statistiques de l'OIT, le programme de Statistiques de WIEGO contribue à l'élaboration de normes et de recommandations statistiques pour mesurer le travail sur les plateformes numériques et l'emploi qui y est associé.

Carré et Joann Vanek, conseillère principale de WIEGO, assistent à toutes les réunions du groupe chargé de conseiller l'OIT dans l'élaboration de projets de lignes directrices statistiques, qui seront soumis à la Conférence internationale des statisticien·ne·s du Travail (CIST) lors de sa prochaine session en 2028. La CIST est convoquée tous les cinq ans par l'OIT et constitue l'instance mondiale de définition des normes en matière de statistiques du travail.

La décision de créer le groupe de travail sur le travail sur les plateformes numériques a été prise lors de la 21<sup>e</sup> session de la CIST à Genève en 2023. La

CIST a reconnu la nécessité d'élaborer des normes statistiques afin de mieux orienter la collecte de données et d'améliorer la couverture, la qualité et l'harmonisation des statistiques dans ce domaine.

Le groupe de travail couvre à la fois le « travail » et « l'emploi » sur les plateformes numériques. Le travail englobe l'ensemble des activités de travail, qu'elles soient rémunérées ou non. L'emploi, quant à lui, constitue un sous-ensemble du « travail sur les plateformes numériques » et désigne les activités exercées contre rémunération ou à des fins lucratives.

Le nouvel ensemble de modalités de travail qui a vu le jour avec les applications de VTC et de covoiturage et les microtâches numériques a rendu nécessaire l'adoption de ces normes statistiques, a déclaré Carré, soulignant que « c'est tout nouveau pour tout le monde, et il est urgent de se pencher sur cette question ».

## > TENIR WIEGO – ET LES TRAVAILLEUSE·EUR·S – À JOUR

Au cours du dernier quart de siècle, le programme de Statistiques de WIEGO a collaboré avec la communauté statistique internationale afin de mettre à jour les normes pour mieux saisir la réalité de l'économie informelle et refléter la disponibilité croissante de statistiques officielles sur l'emploi informel. Le programme s'est toujours caractérisé par des valeurs fondamentales telles que [la crédibilité, la collaboration et l'adaptabilité](#).

Outre leur participation au groupe de travail – un groupe tripartite composé de représentant·e·s des gouvernements, des travailleuse·eur·s et des employeurs –, Carré et Vanek participent également à un sous-groupe intitulé « Mesure de l'emploi sur les plateformes numériques ». En plus des réunions en ligne, ce sous-groupe dispose d'un forum en ligne permettant à ses membres d'échanger sur les enjeux rencontrés. Cela permet à WIEGO de suivre de près les débats et d'entendre ce que les spécialistes des pays disent de leurs propres expériences, a déclaré Carré.

Parmi les nombreux points abordés par le groupe de travail figure la question de savoir s'il convient d'inclure les créatrice·eur·s de contenu et comment le faire, a-t-elle expliqué. « À quel moment détermine-t-on qu'il s'agit bien d'un·e travailleuse·eur sur les plateformes numériques et non d'une personne qui s'amuse à faire des essais en ligne ? »

WIEGO s'intéresse particulièrement aux modalités de travail susceptibles d'entrer en interface avec celles des travailleuses domestiques, des vendeuse·eur·s de rue, des récupératrice·eur·s de matériaux et des travailleuse·eur·s à domicile, les quatre groupes professionnels sur lesquels WIEGO concentre son action. Par exemple, les travailleuse·eur·s sur les plateformes numériques



et les travailleuse·eur·s à domicile du secteur de l'habillement ont, dans les deux cas, des membres de leur ménage qui contribuent à l'activité. Il peut sembler qu'il n'y ait qu'un·e seul·e fournisseur·e, mais il existe en réalité une chaîne, qui inclut également des personnes ayant le [statut dans l'emploi](#) de travailleuse·eur familial·e non rémunéré·e collaborant à l'entreprise familiale.

Une fois que les normes statistiques auront été élaborées et que des recommandations auront été formulées sur les éléments à mesurer, le programme de Statistiques veillera à ce que celles-ci soient pertinentes pour les travailleuse·eur·s avec lesquels WIEGO travaille.

Les normes établies par la CIST fournissent une base pour la production de données comparables

au niveau international et constituent un guide pour les bureaux nationaux dans l'élaboration et la publication des statistiques sur la population active. Cela améliore la disponibilité et la qualité des statistiques dont WIEGO a besoin pour identifier et décrire les travailleuse·eur·s de l'informel et leurs emplois, et se reflète dans les [notes d'information statistique](#) préparées par le programme de Statistiques.

## > FAIRE ÉQUIPE AVEC L'OIT ET L'ONU

Depuis sa création en 1997, WIEGO reconnaît l'importance des statistiques officielles pour son travail. Lorsque les travailleuse·eur·s de l'informel ont accès à des informations précises, elles·ils peuvent s'organiser et plaider plus efficacement.

La principale base de données de l'OIT sur l'emploi ([ILOSTAT](#)) inclut l'emploi informel comme domaine de données principal et fait référence à WIEGO comme ressource.

Depuis la préparation de la CIST de 2003, qui a élargi la définition du travail informel, WIEGO a joué un rôle clé dans les discussions sur les changements nécessaires aux normes statistiques et s'est engagée dans l'élaboration de nouvelles recommandations. La CIST de 2023, qui a adopté une [résolution historique sur les statistiques relatives sur l'informalité](#), revêtait une importance particulière pour WIEGO.

WIEGO a joué un rôle essentiel dans la compréhension de ces questions, en collaborant de manière productive avec des institutions telles que l'OIT et la Division des statistiques de l'ONU.

Le programme de Statistiques utilise ses tactiques habituelles dans les discussions du groupe de travail sur les plateformes numériques.

**« Lorsque les choses sont très complexes, [nous] essayons de les ramener sur le terrain. Et... lorsque les exemples et les normes ne sont abordés qu'en termes d'emploi salarié ou de pays à revenu élevé, nous introduisons des exemples tirés des pays en développement et du travail indépendant que nous connaissons. »**

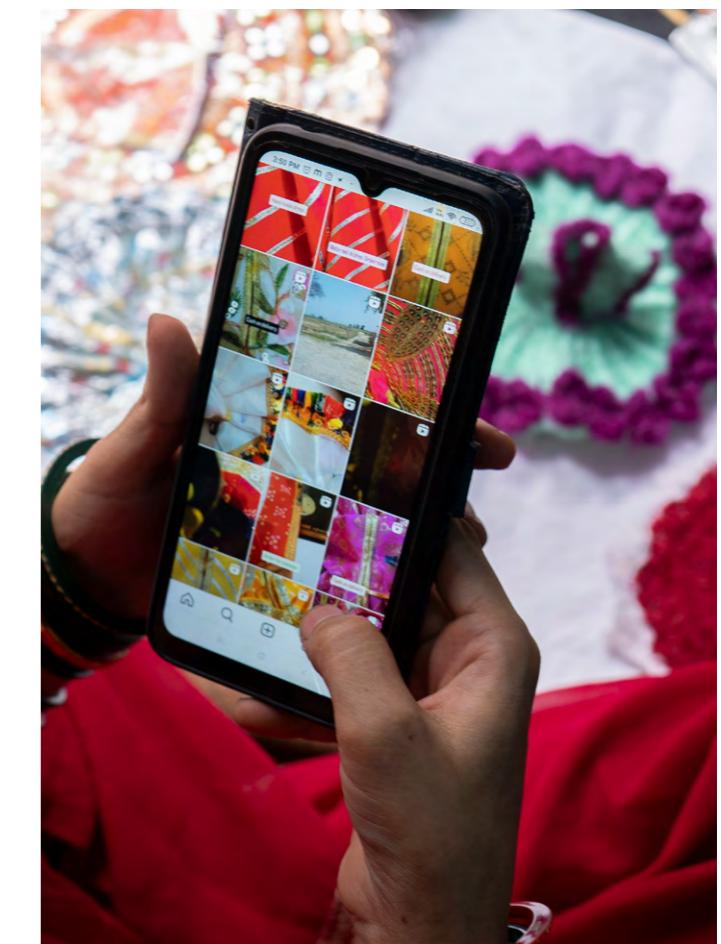
– Françoise Carré

La première réunion du groupe de travail, faisant partie d'une série de réunions en ligne en novembre 2024, était très technique et a abordé la portée et la structure du cadre conceptuel pour le travail sur les plateformes numériques et l'emploi qui y est associé. Elle a permis d'identifier les principaux enjeux et d'élaborer des stratégies pour y répondre.

## > DEMANDE DE STATISTIQUES ACCRUE PAR L'INTÉRÊT DES DÉCIDEUSE·EUR·S POLITIQUES

La note conceptuelle de la réunion expliquait que si la croissance des plateformes numériques offre des possibilités en matière de création d'emplois, de hausse de la productivité et d'organisation plus souple du travail et des processus de production, elle soulève également des enjeux pour garantir une concurrence loyale entre les entreprises et pour garantir des avantages sociaux et une protection sociale adéquats, conformément aux standards du travail décent et à la réglementation internationale du travail.

En raison de l'intérêt croissant des décideuse·eur·s politiques pour les plateformes numériques, « il existe une forte demande de statistiques fiables et pertinentes sur l'emploi dans ce secteur qui éclairent les discussions politiques et leur permettent de parvenir à une compréhension commune », indique la note. Pour répondre à cette demande, selon cette note, les différents bureaux de statistiques ont mis en place des mesures qui varient d'un organisme à l'autre, ce qui limite la comparabilité. D'ailleurs, ces mesures ne couvrent que quelques pays, ce qui entraîne d'importantes lacunes dans les données.



Alors que la Conférence internationale du Travail poursuit ses discussions en vue d'adopter une [norme internationale du travail relative à l'emploi sur les plateformes en 2026](#), il sera plus important que jamais de disposer de statistiques meilleures et plus précises qui permettront aux gouvernements nationaux de concevoir des politiques répondant aux besoins et aux réalités des travailleuse·eur·s.

# Mobiliser la communauté de recherche pour explorer les orthodoxies économiques



« Il est essentiel de continuer à remettre en question les orthodoxies économiques qui sont à la fois fausses et nuisibles aux travailleurs de l'informel. Nous n'aurions pas pu mener cette action sans avoir réalisé des recherches et constitué une base factuelle solide, ce qui a rendu nos arguments crédibles. »

– Florian Juergens-Grant, conseiller global en protection sociale de WIEGO



Contrairement à la croyance populaire, [la plupart des travailleuse-eur·s dans le monde exercent leur activité dans l'informel](#) : 58 % de la totalité des travailleuse-eur·s du monde et plus de 80 % des travailleuse-eur·s des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Si l'idée de [la protection sociale universelle \(PSU\)](#) gagne de plus en plus d'adeptes, les progrès vers la protection sociale universelle se réalisent lentement. Cela s'explique en partie par la persistance d'hypothèses sur le financement de la protection sociale, fondées sur la théorie économique. L'engagement de WIEGO à soutenir la mise en place de systèmes de protection sociale justes justifie ses efforts pour remettre en question ces hypothèses.

Son implication auprès de la communauté de recherche universitaire et des organisations de travailleuse-eur·s de l'informel place WIEGO dans une position idéale pour interpeller les institutions financières internationales et remettre en question les orthodoxies économiques qui ne correspondent pas à la réalité des travailleuse-eur·s.

Ainsi, grâce au financement de Sida, WIEGO a lancé un projet intitulé « [Contester les orthodoxies économiques qui sapent la protection sociale universelle](#) » afin de s'attaquer de front à ces discours dominants et nuisibles.

« Deux priorités s'imposaient : [produire des recherches](#) capables de contester ce discours établi, et nouer des alliances avec des organisations internationales clés afin de garantir, dans des débats autour de politiques de portée plus large, la prise en compte de ces résultats », affirmaient Ana Carolina Ogando, coordinatrice de recherches de WIEGO, et Laura Alfers, coordinatrice internationale, dans un [article de blog](#). « Nous avons collaboré avec des économètres de haut niveau afin de [produire des analyses](#) démontrant que [les subventions à la sécurité sociale ne conduisent pas mécaniquement à davantage d'informalité](#) ».

## > CIBLER LES DISCOURS NUISIBLES

Le projet s'est concentré sur trois discours répandus :

- [Les systèmes de protection sociale, en particulier les subventions à l'assurance sociale pour les travailleuse-eur·s de l'informel, favorisent l'informalisation du marché du travail.](#)
- Les dépenses sociales sont économiquement improductives.
- Les [marchés du travail étant informels](#), les « cotisations sociales » versées par les employeurs, les gouvernements et les travailleuse-eur·s ne constituent plus un moyen viable de financer la protection sociale, ce qui signifie que ce sont les travailleuse-eur·s elles-eux-mêmes (et parfois l'État) qui doivent en assumer la charge financière.

Ces idées reposent sur des hypothèses contestables, notamment celle selon laquelle les politiques sociales seraient le principal facteur d'informalité (par opposition au manque d'emplois formels) et celle selon laquelle les travailleuse-eur·s auraient le choix quant à leur statut d'emploi. Croire à ces idées est problématique pour bien des raisons, notamment parce que le démantèlement des systèmes contributifs d'assurance sociale affaiblit un élément fondamental du système de protection sociale. L'assurance sociale financée par les cotisations des employeurs, de l'État et des travailleuse-eur·s offre une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour les programmes d'aide sociale qui reposent sur la fiscalité générale, et peut même subventionner ces programmes de manière croisée, jouant ainsi un rôle important de redistribution.

De plus, accepter l'argument selon lequel les dépenses sociales sont économiquement improductives revient à dire que les gouvernements



des organisations intermédiaires et des espaces politiques étroitement liés aux organisations cibles. Grâce à son travail direct avec les organisations de travailleuse-eur·s, l'équipe de WIEGO était au courant de la [demande de subventions](#) aux régimes d'assurance sociale [afin de permettre l'inclusion des travailleuse-eur·s les plus démunie·s](#). Mais WIEGO savait aussi que, notamment en Amérique latine, ces demandes se heurtent à un [discours économique bien établi](#) selon lequel les subventions encouragent l'informalité et le chômage.

## > RECUEILLIR LES DONNÉES ÉTAYANT L'ARGUMENTATION

Pour mettre sur pied un cadre de travail commun, les spécialistes à WIEGO ont tenu des réunions régulières afin de discuter de la meilleure façon de collaborer avec les principales organisations internationales. Ces conversations internes se poursuivent afin de pouvoir partager les nouveaux développements et planifier les actions à mener.

L'équipe a recueilli des données probantes à présenter. Le [document de travail](#) de WIEGO basé sur une enquête relative aux impôts payés par les travailleuse-eur·s de l'informel à Accra montre le peu de protection dont elles-ils bénéficient en échange de leurs impôts. En outre, l'équipe a réexaminé les données relatives au [régime mexicain Seguro Popular](#), souvent cité comme exemple clé démontrant que les subventions accordées aux régimes d'assurance sociale réduisent la formalité et augmentent l'informalité. La nouvelle analyse n'a pas trouvé des éléments probants attestant d'une baisse de l'emploi formel. De plus, une [analyse des publications existantes sur les effets des subventions d'assurance sociale](#) a montré que, dans l'ensemble, celles-ci ont peu de conséquences significatives sur la formalité. Par ailleurs, WIEGO a mené des recherches sur le terrain pour illustrer comment les organisations de travailleuse-eur·s

plaident en faveur d'une protection sociale financée par les entreprises qui, même sans être employeurs, tirent profit du travail des membres de ces organisations. De même, des études de cas ont été réalisées sur des initiatives innovantes déployées dans plusieurs pays, visant à [financer la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel](#) par celles et ceux qui bénéficient de leur travail. Par exemple, en [Argentine](#) et en [Inde](#), les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux ont plaidé auprès du secteur privé et des acteurs publics, tels que les gouvernements locaux, pour qu'ils financent des prestations de protection sociale pour les récupératrice·eur·s de matériaux en échange de leurs services de gestion des déchets et de recyclage.

## > ÉCHANGER DES IDÉES DANS LE CADRE DE DÉBATS RIGoureux

Disposant de données probantes et d'une liste de personnes susceptibles de participer, issues notamment de la Banque mondiale, du FMI, de l'OIT et d'autres agences des Nations unies, WIEGO a organisé un échange mondial de connaissances. Les thématiques abordées lors des discussions en ligne entre ces spécialistes étaient la fiscalité, la protection sociale, la productivité et les conditions de travail. Pour favoriser un échange ouvert d'idées et de questions, il a été décidé de suivre les règles de Chatham House.

Des discussions approfondies ont été menées sur plusieurs questions :



- Comment rendre les régimes fiscaux directs et indirects progressifs, durables et transparents dans les pays où l'économie informelle est étendue ?
- Que savons-nous du financement et de la conception des systèmes et régimes de protection sociale dans des contextes d'informalité ?
- Quelles sont les principales questions de recherche concernant la pauvreté et les risques professionnels dans l'économie informelle ?

Cet échange mondial a permis à WIEGO de partager les résultats de ses recherches, de tisser des liens avec des spécialistes des institutions financières internationales et d'élaborer un programme de recherche collectif afin de faire perdurer ces axes de travail et ces collaborations.

Grâce à une collaboration née de ce travail, Alfers et Juergens-Grant ont fait partie de l'équipe qui a rédigé le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) intitulé « [Breaking the Vicious Circles of Informal Employment and Low-Paying Work](#) » [Briser les cercles vicieux de l'emploi informel et des emplois peu rémunérés]. Parmi de nombreux autres projets conjoints, WIEGO a [mené une étude](#) avec l'OIT qui révèle que les cotisations aux assurances sociales sont restées une source stable de financement de la protection sociale au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, neutralisant ainsi le discours selon lequel elles seraient de moins en moins pertinentes en tant que source de financement. Il existe des webinaires et des [podcasts](#) élargissant la portée de ces résultats de recherche.

## > RENFORCER LES CAPACITÉS DES TRAVAILLEUSE·EUR·S À TIRER PARTI DES RECHERCHES

WIEGO a présenté ces arguments et ces ressources directement aux leaders des travailleuse·eur·s dans le cadre d'une [formation sur le financement et les aspects économiques de la protection sociale](#)

[pour les travailleuse·eur·s](#). Ce programme de formation complet, développé et assuré par WIEGO, rapproche les efforts d'organisation locaux des débats politiques nationaux et mondiaux.

Ce programme de formation pluriannuel apporte « une compréhension approfondie, au niveau des systèmes, de la protection sociale au-delà des effets », a déclaré Juergens-Grant. Les participant·e·s ont ainsi la confiance nécessaire pour prendre part aux discussions et aux processus économiques et financiers, et disposent des outils et des données économiques nécessaires pour plaider en faveur de dépenses plus élevées et plus efficaces.

Les 16 participant·e·s, qui suivent tous les cours du programme et mettent ces connaissances au service de leurs réseaux et organisations, sont pour la plupart des organisatrice·eur·s régionales·aux ou des membres disposant de connaissances techniques et connaissant les fondements de la protection sociale.

La première formation, assurée à Nairobi en mai 2024 grâce au financement du [Fonds philanthropique Wellspring](#), a consisté à introduire des concepts et des données sur le financement et les aspects économiques des systèmes de protection sociale.



« Les participant·e·s acquièrent les compétences nécessaires pour avancer des arguments solides dans des instances à tous les niveaux » en faveur d'une couverture de protection sociale pour les travailleuse·eur·s de l'informel, a déclaré Aura Sevilla, spécialiste de la protection sociale à WIEGO. Grâce aux stratégies permettant d'élargir la marge de manœuvre budgétaire pour la protection sociale dans le programme de formation, les participant·e·s sont en mesure de suggérer aux décideuse·eur·s politiques où trouver les fonds nécessaires pour financer les régimes de protection sociale.

La formation sur la protection sociale est une demande récurrente que WIEGO reçoit de la part des organisations de travailleuse·eur·s nationales et mondiales, car il s'agit d'un sujet qui fédère les travailleuse·eur·s et renforce leur unité au sein d'une organisation. Le développement d'un programme de formation dédié à la protection sociale renforcera les revendications des travailleuse·eur·s et favorisera la construction du mouvement. Il servira également de référentiel d'outils que d'autres programmes de formation en matière de protection sociale destinés aux décideuse·eur·s politiques et aux responsables de la sécurité sociale pourront utiliser pour mieux dialoguer avec les travailleuse·eur·s de l'informel par rapport à leurs besoins en matière de protection sociale.

# Travailleuses domestiques du Togo et du Zimbabwe : nouvelles défenseuses juridiques



---

**« Maintenant que je me vois dans la loi, j'ai l'impression d'être quelqu'un. »**

– Travailleuse domestique à Harare, au Zimbabwe, lors d'un atelier de formation sur l'autonomisation juridique assuré par le programme Droit de WIEGO

---

En Afrique subsaharienne, [plus de 8,7 millions de travailleuses domestiques](#) fournissent des services dans des maisons privées : elles font le ménage, la vaisselle, la lessive et les courses, préparent les repas, s'occupent des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées. Leurs services sont essentiels au fonctionnement des foyers, et pourtant, dans de nombreux pays, le travail domestique n'est protégé ni par la loi ni en pratique.

Les travailleuses domestiques sont systématiquement exclues et demeurent isolées de leurs collègues, ce qui entraîne, d'une part, leur manque de protection sociale et juridique et, d'autre part, leur méconnaissance de leurs droits en tant que travailleuses. Lors d'un atelier, une travailleuse a demandé : « Je travaille 12 heures par jour et je n'ai pas eu de congés depuis des années. Est-ce que c'est juste ? »

En collaboration avec la Fédération internationale des travailleuses domestiques (FITD), quatre de ses affiliées et d'autres alliés, le programme Droit de WIEGO a lancé le [projet d'autonomisation juridique des travailleuses domestiques](#) en 2022 à Dar es Salaam, en Tanzanie.

Ce projet vise à rendre les travailleuses domestiques autonomes pour qu'[elles connaissent, utilisent et façonnent la loi](#). C'est ce que l'équipe de Droit de WIEGO appelle autonomisation juridique.

Cette approche comporte trois composantes :

- Renforcer les connaissances juridiques à travers des ateliers de formation de plusieurs jours en présentiel adressés aux organisatrices des travailleuses domestiques.
- Approfondir ces connaissances via des séances de suivi en ligne.
- Mettre en pratique ces nouvelles connaissances en soutenant les travailleuses domestiques formées dans la mise en place de leurs services parajuridiques, y compris l'éducation juridique, l'assistance juridique, la sensibilisation et le plaidoyer fondés sur des données probantes.

## > INTÉGRER LA FORMATION POUR L'AUTONOMISATION JURIDIQUE AU SEIN DES STRUCTURES SYNDICALES

Le projet incorpore l'autonomisation juridique au sein des syndicats, conformément au [cadre conceptuel de l'autonomisation juridique critique](#) décrit par Margaret Satterthwaite. Nous considérons que les actions en faveur de l'autonomisation juridique sont viables à long terme et qu'elles peuvent contribuer à un changement systémique lorsqu'elles sont institutionnalisées avec succès au sein d'une structure syndicale.

L'un des principaux objectifs est de renforcer les syndicats nationaux afin que les travailleuses domestiques puissent facilement accéder à des organisations qui leur apportent leur soutien. La promesse d'autonomisation juridique offerte par WIEGO, par l'intermédiaire des syndicats, incite les travailleuses domestiques à adhérer aux syndicats ou à devenir des membres plus actives. Ainsi, WIEGO renforce la portée des syndicats afin que les connaissances acquises dans le cadre du projet puissent être diffusées auprès d'un plus grand nombre de travailleuses domestiques. Une attention particulière est accordée à la mise en pratique de la formation à l'autonomisation juridique, qui exige des participantes qu'elles partagent les connaissances et les compétences acquises, afin que l'autonomisation individuelle obtenue grâce aux ateliers puisse jeter les bases d'un changement plus systémique dans le secteur.



**« L'atelier a duré quelques jours et il y avait beaucoup d'informations à assimiler. Cependant, avec l'aide de la formation WhatsApp, où le contenu a été décortiqué, il est devenu compréhensible et facilement accessible quand ça me convenait. »**

– Une participante de la formation issue du Syndicat des travailleuses domestiques et des branches connexes du Zimbabwe (ZDAWU)

Le Zimbabwe et le Togo ont été les pays sélectionnés pour tester le projet, principalement parce que leurs lois du travail, bien que mal mises en œuvre, couvrent les travailleuses domestiques. Aucun des deux pays n'a ratifié la Convention n° 189 de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques.

De plus, le ZDAWU dispose d'un leadership fort et pourrait bénéficier d'un coup de pouce grâce à l'autonomisation juridique dans le contexte des difficultés économiques et politiques que connaît le Zimbabwe. Par ailleurs, la possibilité de mettre en œuvre le projet dans un pays francophone et de renforcer le Syndicat national des domestiques du Togo (SYNADOT), un syndicat jeune et dynamique, a pesé sur le choix du Togo.

## > LES FORMATIONS RENFORCENT LA COMPRÉHENSION CRITIQUE DU DROIT DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

Depuis 2022, 13 travailleuses domestiques du ZDAWU et 17 du SYNADOT ont complété la formation et les séances de suivi de WIEGO.

La formation a permis aux participantes de maîtriser des techniques d'animation, ce qui a renforcé la capacité des syndicats à proposer une formation juridique à leurs membres. En 2024, les membres du ZDAWU qui avaient fini la formation ont facilité des séances de formation en présentiel avec 110 travailleuses domestiques sur leurs droits statutaires et, de septembre à décembre, elles ont assuré une formation approfondie à 20 travailleuses. Aux premières séances, tenues dans trois villes du Zimbabwe, ont été invitées des travailleuses qui n'étaient pas membres du syndicat dans le cadre d'une stratégie de sensibilisation.

Dans les deux pays, les participantes et leurs organisations ont constaté un changement dans leur manière de voir les choses. La compréhension critique des lois qui régissent le travail domestique a suscité une nouvelle prise de conscience, beaucoup de travailleuses domestiques prenant conscience qu'elles ont droit à des droits et à des protections en matière de travail, tout comme les autres travailleuse·eur·s.



**« D'après mon expérience de la formation à l'autonomisation juridique au Zimbabwe, le premier jour constituait, pour la plupart des participantes, leur toute première formation juridique. Nombre d'entre elles répétaient que le fait de savoir qu'il existait une loi destinée aux travailleuses domestiques avait été pour elles un moment de renaissance et de redécouverte de leur propre valeur, et qu'elles se sentaient enfin protégées. »**

– Tapiwa Gorejena, responsable du programme Droit pour l'Afrique méridionale

---

**« J'étais perdue et je ne savais pas que je donnais mes heures de travail à mon employeuse·eur, pensant que je n'étais personne, alors qu'il existait une loi qui me reconnaissait comme travailleuse comme les autres. »**

– Participante issue du ZDAWU

---

#### **> DE LA FORMATION À L'ACTION**

Près d'un quart des travailleuses domestiques ayant suivi une formation complète dans les deux pays ont déclaré avoir [utilisé les connaissances et les compétences](#) acquises lors de la formation pour négocier de meilleures conditions de travail avec leurs employeuse·eur·s. Certaines ont obtenu des congés annuels pour la première fois tandis que d'autres, qui n'avaient jamais eu de contrat de travail écrit, ont réussi à en faire signer un à leur employeuse·eur.

Au Zimbabwe, Lessiwe Madhambi, travailleuse domestique, n'avait pas eu de congés payés depuis deux ans, mais après la formation, non seulement

elle a demandé et obtenu des congés, mais elle a également été intégralement rémunérée pour les congés auxquels elle aurait dû avoir droit les années précédentes. Une autre travailleuse a négocié avec succès avec son employeuse·eur pour obtenir des équipements de protection gratuits à porter au travail, tandis que Madhambi a fait de même pour elle-même et pour six autres collègues.

En mai 2024, Elyse Goumaye, membre de SYNADOT, a discuté avec l'employeuse d'une collègue travailleuse domestique de son obligation légale de lui accorder des congés payés, un temps de repos quotidien et une alimentation adéquate. Après la discussion avec Goumaye, l'employeuse a accepté de reconnaître les droits de la travailleuse domestique et a demandé si elle pouvait se rapprocher du syndicat pour en savoir plus sur le droit du travail et les droits des travailleuses domestiques. SYNADOT a rapporté que plusieurs employeuse·eur·s ont fait part au syndicat de leur intérêt à suivre elles·eux-mêmes la formation juridique.

#### **> LES CONNAISSANCES JURIDIQUES COMME OUTIL DE SENSIBILISATION, DE SOUTIEN ET D'ORGANISATION**

Les travailleuses domestiques profitent aussi des structures et des pratiques de leurs syndicats pour faire connaître la loi et offrir du soutien et de la protection en cas d'abus. Le ZDAWU intervient désormais dans ce type de cas, en renseignant tant les employeuse·eur·s que les employées sur les droits des travailleuses et les obligations des employeuse·eur·s.



Au Togo, le SYNADOT a gagné 65 nouvelles adhésions à la suite d'une campagne sur les réseaux sociaux, lancée après la formation, pour sensibiliser le public aux enjeux juridiques. Lorsque les membres qui avaient suivi la formation (parajuristes) ont partagé leurs acquis lors des réunions mensuelles du syndicat, les autres membres se sont montrées de plus en plus intéressées. Cet engagement solide a permis au SYNADOT de fonder sa stratégie de plaidoyer sur les besoins de ses membres.

## > RENFORCER LE POUVOIR COLLECTIF POUR POURSUIVRE LA LUTTE EN FAVEUR D'UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

L'autonomisation juridique contribue à l'élan mondial en faveur des droits des travailleuses domestiques. Les organisations de travailleuses domestiques ont remporté une victoire majeure en 2011, lorsque l'OIT a adopté la convention C189. Mais il est difficile d'amener les gouvernements à la ratifier et à la mettre en œuvre. Grâce au développement de la conscience critique des travailleuses et de leur capacité à remettre en question les dynamiques de pouvoir, la formation à l'autonomisation juridique de WIEGO renforce les capacités des syndicats de travailleuses domestiques pour lutter en faveur d'un changement systémique.

« WIEGO a contribué à renforcer les relations déjà existantes entre les travailleuses et les employeurs en appuyant les formations des travailleuses domestiques, le renforcement des capacités du syndicat et la collaboration avec l'Association des employeurs de travailleuses domestiques [au Zimbabwe] », explique Gorejena.

L'organisation de séances de formation juridique dans le cadre du projet a permis aux syndicats de recruter et de fidéliser des membres. En effet, le ZDAWU a constaté que la formation a entraîné l'adhésion de nouvelles membres et que certaines travailleuses domestiques ont renouvelé leur adhésion alors que celle-ci avait expiré. Ce syndicat, qui avait du mal à se réunir régulièrement, a bénéficié aussi de la régularité des séances de formation et du suivi du projet.

Teresa Marchiori, spécialiste de l'accès à la justice à WIEGO, explique: « Je pense que la voie vers un changement systémique conduisant à la pleine réalisation des droits des travailleuses domestiques commence par le renforcement du "pouvoir intérieur" de ces travailleuses, c'est-à-dire leur force intérieure. Cela implique de renforcer leur identité en tant que travailleuses et détentrices de droits, et de comprendre que la loi n'est pas sacro-sainte,



mais un artifice humain qui reflète les rapports de force déséquilibrés qui existent. Une fois que les travailleuse·eur·s en prennent conscience, elles·ils ont le pouvoir d'agir pour changer les choses. »

Une leçon clé tirée de ce projet : intégrer la formation des travailleuse·eur·s à l'autonomisation juridique et l'ancrer au sein des organisations de travailleuses domestiques peut entraîner des changements significatifs (tant au niveau individuel que collectif) et conduire finalement à la reconnaissance et à la protection effectives des droits de ces travailleuses.

Le projet de WIEGO au Zimbabwe et au Togo étant arrivé à son terme — après avoir donné aux syndicats locaux les moyens de poursuivre leur action —, l'équipe de Droit travaille désormais en Tanzanie avec le Syndicat des travailleuse·eur·s dans le secteur de la protection, de l'hôtellerie, du service domestique et des branches connexes (CHODAWU). Les ateliers de formation ont eu lieu en mars 2025 et la phase de suivi est en cours. Le prochain pays sera le Kenya, où l'équipe de Droit travaillera avec le Syndicat des travailleuse·eur·s domestiques, de l'hôtellerie, des établissements scolaires, des hôpitaux et des branches connexes (KUDHEIHA).

# Relier la recherche sur l'informalité et la crise climatique aux médias et aux débats politiques en Inde



« Je crois qu'il est essentiel de faire entendre notre voix et de partager régulièrement notre travail sur différentes plateformes — et cela a porté ses fruits. Nous avons sans cesse pris la parole dans divers forums et espaces afin de souligner la nécessité d'intégrer les perspectives des travailleuse·eur·s dans les plans d'action contre la chaleur. Cela a réellement contribué à créer une dynamique. »

– Shalini Sinha,  
spécialiste du secteur  
du travail à domicile  
et responsable  
stratégique pour l'Asie



Sinha a été invitée à représenter WIEGO lors d'une conférence sur le changement climatique organisée par l'[université Harvard](#) en mars 2025. Cet événement a réuni une centaine d'universitaires, de décideuse·eur·s politiques, de praticien·ne·s, de représentant·e·s d'organisations de travailleuse·eur·s et d'autres acteurs du monde entier. Lors de la conférence, intitulée « L'Inde en 2047 : construire un avenir résilient au changement climatique », Sinha a fait une présentation sur les moyens de subsistance informels et a souligné le rôle de WIEGO dans la liaison entre le local et le mondial.

Les moyens de subsistance informels demeurent [largement absents des politiques climatiques](#), et seulement 3,5 % des financements mondiaux consacrés au climat au cours des deux dernières décennies ont atteint les populations urbaines démunies.

## > INTÉGRER LA PERSPECTIVE DES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES POLITIQUES ET LES RECHERCHES SUR LE CLIMAT

Depuis ses débuts en 1997, WIEGO se sert de son expertise en matière de recherche et de plaidoyer pour soutenir les vendeuse·eur·s de rue, les travailleuse·eur·s à domicile, les récupératrice·eur·s de matériaux et les travailleuses domestiques à Delhi. La participation de Sinha à la conférence a fait entendre les voix de ces travailleuse·eur·s de l'informel en milieu urbain dont la situation est souvent ignorée dans les débats traditionnels sur le changement climatique.

« Nous mettons en lumière les répercussions du changement climatique sur les moyens de subsistance », a précisé Sinha, soulignant l'importance de cette occasion qui permettait de



s'adresser non seulement aux décideuse·eur·s politiques, mais aussi à un large éventail de parties intéressées par le climat. Pour les travailleuses de l'informel, les effets des phénomènes météorologiques extrêmes sur les revenus sont considérables.

L'étude pluriannuelle sur la [justice climatique et l'économie informelle urbaine](#), financée par le [CRDI](#) et menée en partenariat avec des mouvements de travailleuse·eur·s, vise à comprendre les répercussions du changement climatique et à renforcer la résilience. Elle place l'économie informelle urbaine au [centre du débat sur le changement climatique](#).



## > SE SERVIR DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE POUR OBTENIR UN SOUTIEN SPÉCIFIQUE

WIEGO a profité de l'attention médiatique portée à l'Inde alors que le pays connaissait l'un des étés les plus chauds jamais enregistrés en 2024. L'équipe de WIEGO à Delhi a fait connaître son suivi des effets de la chaleur extrême sur les travailleuse·eur·s de l'informel à travers des articles publiés dans la [presse écrite](#) et [en ligne](#). Ces textes ont attiré l'attention sur le fait que les lieux de travail ne sont pas toujours des usines ou des bureaux : les personnes travaillent au bord des routes, dans les quartiers urbains informels, à côté d'une décharge ou dans de [petites maisons encombrées](#) qui ressemblent à des cocottes-minute pendant les vagues de chaleur.

WIEGO s'est appuyée sur cette couverture médiatique pour exhorter les fonctionnaires du gouvernement à Delhi à prendre des mesures spécifiques de soutien en faveur des travailleuse·eur·s de l'informel en cas de vagues de chaleur et d'autres crises. L'Autorité nationale de gestion des catastrophes de l'Inde a publié un [avis sur la protection des travailleuse·eur·s de l'informel pendant les vagues de chaleur dans les villes indiennes](#), qui intègre les recommandations de WIEGO. Il comprend des protocoles de santé et de sécurité pour les travailleuse·eur·s exposé·e·s à des chaleurs extrêmes, des mesures visant à assurer la sécurité des femmes travailleuses pendant les quarts de travail tôt le matin et tard le soir, la coordination entre les autorités compétentes et les organisations communautaires, ainsi que des approches inclusives pour la conception des plans d'action contre la chaleur. Dans une [tribune](#), Sinha

a salué cette recommandation progressiste et a souligné que son intégration dans les plans d'action de toutes les villes indiennes était indispensable pour garantir que ces mesures protègent les millions de travailleuse·eur·s de l'informel du pays contre la chaleur extrême.

**« Nous voulons des conditions de travail décentes, ce que nous réclamons depuis longtemps, mais aujourd'hui, grâce à l'attention des médias, nous avons enfin un point d'appui. »**

– Shalini Sinha

#### **> RENFORCER LE PLAIDOYER GRÂCE À DES ALLIANCES STRATÉGIQUES**

Consciente du pouvoir des alliances interdisciplinaires, l'équipe de WIEGO à Delhi organise des dialogues ouverts avec des activistes climatiques, des urbanistes, des universitaires, des groupes de travailleuse·eur·s, des géographes urbain·e·s, des activistes en santé et d'autres acteurs.

En collaboration avec la Fiducie de logement Mahila Housing Trust et [CityCollab](#), WIEGO a développé une « matrice de solutions climatiques » qui synthétise les initiatives locales, les projets pilotes, les innovations climatiques et les actions de plaidoyer politique dans plusieurs villes. Ces approches pratiques illustrent les possibilités qui s'offrent lorsque les lieux de travail informels sont



pris en compte dans l'adaptation au changement climatique en milieu urbain.

Le plaidoyer au niveau local contribue aussi à la constitution d'alliances sur des plateformes de recherche et de politiques au niveau mondial. Le programme de Politiques urbaines participe aux groupes de travail de la COP30 et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avec des partenaires au niveau local, tels que la Fiducie de logement Mahila Housing Trust. En janvier 2025, la présidence du [groupe de travail du domaine Nexus du Partenariat de Marrakech sur l'autonomisation des personnes vivant et travaillant dans l'informel](#) a invité WIEGO à rejoindre le groupe en vue de la COP30. Ce groupe amplifie les voix des travailleuse·eur·s en intégrant leurs points de vue aux dialogues mondiaux sur le climat. WIEGO utilise cet espace pour souligner le rôle des travailleuse·eur·s dans l'atténuation du changement climatique, plaider en faveur d'un financement inclusif et promouvoir un programme de transition juste.



# Développement de la recherche sur l'accès à la protection sociale en République démocratique populaire lao et au Cambodge pour l'engagement et l'action en matière de politiques publiques



---

« Je ne savais pas que le VSS [le régime volontaire de sécurité sociale du gouvernement] était destiné à des personnes comme moi. Je pensais que c'était réservé aux travailleuse·eur·s d'usine. »

– Un·e travailleuse·eur à domicile qui a participé à l'étude de WIEGO en République démocratique populaire lao

---

Au Cambodge et en République démocratique populaire lao, WIEGO a travaillé en faveur d'un changement systémique qui facilite l'accès aux systèmes de protection sociale, et ce, à travers des recherches et des actions politiques.

Le système de protection sociale de la République démocratique populaire lao repose sur trois piliers : l'assurance maladie, la sécurité sociale et le bien-être social. Son Fonds national de sécurité sociale (NSSF) étend les prestations aux travailleuse·eur·s indépendant·e·s et aux travailleuse·eur·s hors des entreprises formelles par le biais d'un régime volontaire.

Sachant que beaucoup de travailleuse·eur·s de l'informel en République démocratique populaire lao ne connaissaient pas ou peu le régime de sécurité sociale volontaire (VSS), WIEGO a apporté son soutien pour combler cette lacune critique grâce à son partenariat avec HomeNet Laos. En plus de fournir des informations, en particulier aux travailleuses à domicile, le projet a aidé les travailleuse·eur·s à accéder à des régimes publics tels que l'assurance maladie, les pensions et la protection de la maternité.

À cette époque, l'Organisation internationale du Travail (OIT) menait une étude à l'échelle nationale afin de mieux comprendre le système de sécurité sociale de la République démocratique populaire lao, tandis que l'[étude qualitative](#) de WIEGO se penchait sur l'accès des travailleuse·eur·s à domicile à la sécurité sociale à Vientiane, la capitale. L'équipe sous la direction d'Aura Sevilla, spécialiste de la protection sociale à WIEGO, a travaillé en étroite collaboration avec l'OIT.

## > DES PARTENARIATS SOLIDES RENFORCENT NOTRE IMPACT

Grâce à un partenariat solide avec l'équipe de l'OIT, l'équipe de WIEGO a pu s'assurer que la recherche qualitative apportait une valeur ajoutée à l'étude de l'OIT. En novembre 2024, le [lancement](#) conjoint des résultats a renforcé l'impact du travail de WIEGO.



Il était essentiel pour l'équipe de WIEGO de travailler conjointement avec les parties intéressées, y compris l'Organisation laotienne de sécurité sociale (LSSO), HomeNet de l'Asie du Sud-Est (HNSEA) et Oxfam, avant que l'enquête et les groupes de discussion ne commencent, a déclaré Sevilla. HomeNet Laos a participé à de nombreuses consultations avec des ministères, des organisations de la société civile et d'autres acteurs, au cours desquelles elle a présenté les objectifs de la recherche et recueilli des informations utiles.

Les représentant·e·s de la LSSO, l'organisme gouvernemental chargé de superviser le système de sécurité sociale et visant à étendre sa couverture, ont confié à WIEGO qu'elles·ils souhaitaient comprendre pourquoi les travailleuse·eur·s de l'informel préfèrent souvent souscrire une assurance privée plutôt que le VSS. Cela a conduit l'équipe à inclure une question adressée aux travailleuse·eur·s sur les avantages comparatifs.



Les groupes de discussion ont révélé que les faibles et irréguliers revenus des travailleuse·eur·s à domicile constituaient l'un des obstacles à l'accès au système public. La praticité était un autre facteur important. Le paiement des cotisations aux assurances privées s'effectuait dans les villages, tandis que le versement et le retrait des prestations du régime public impliquaient, entre autres difficultés, de parcourir environ 15 km pour se rendre au bureau le plus proche.

La recherche a aussi constaté que les assurances privées avaient mis en place des réseaux d'agent·e·s au niveau local bien avant l'introduction du VSS. Plusieurs travailleuse·eur·s à domicile ont déclaré avoir souscrit une assurance depuis plusieurs années et hésiter à changer de prestataire par crainte de perdre leurs droits acquis.

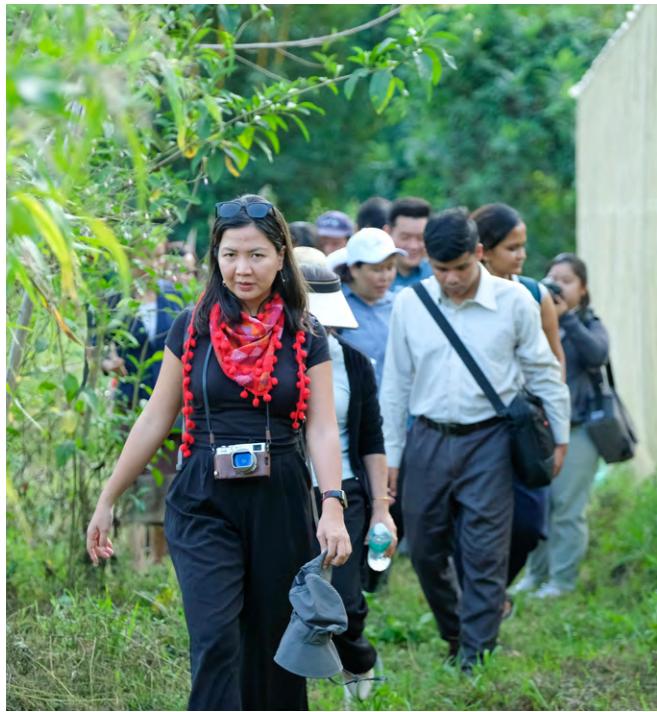
## > AIDER LE GOUVERNEMENT À SOUTENIR LES TRAVAILLEUSE·EUR·S

Le système public offre toute une série de bénéfices à un coût réduit, mais beaucoup de travailleuse·eur·s de l'informel n'en connaissent pas les avantages, a déclaré Sevilla. Elle a observé qu'il est utile pour la LSSO de savoir comment les travailleuse·eur·s perçoivent l'assurance privée et

où le gouvernement peut améliorer ses propres services, par exemple en proposant des régimes de cotisation plus flexibles.

**« Avant de discuter avec vous, je pensais que la sécurité sociale coûtait cher. Maintenant, je sais que c'est abordable, mais peut-on encaisser les cotisations dans notre village ? Je sais que quelqu'un peut m'aider à effectuer le transfert, mais je souhaite quand même conserver le reçu. »**

– Récupératrice de matériaux participant à un groupe de discussion



Par ailleurs, la participation de HomeNet Laos aux activités de plaidoyer de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), par l'intermédiaire de HNSEA, a permis aux travailleuse·eur·s à domicile de se familiariser avec des mouvements et des modèles politiques plus larges.

---

## « Notre collaboration a permis à HNL d'accéder aux espaces de dialogue politique et l'a aidée à inscrire son action nationale dans la dynamique internationale. »

– Suntaree Saeng-ging, directrice exécutive de HNSEA

---

### ➤ LES TRAVAILLEUSE·EUR·S DU CAMBODGE BÉNÉFICIENT D'UNE PROTECTION GRÂCE À LA CARTE IDPOOR

Sevilla a aussi conduit le soutien de WIEGO à HomeNet Cambodge dans son projet visant à renforcer la protection sociale des travailleuse·eur·s à domicile. Ce projet avait notamment pour objectif de faciliter l'accès des travailleuse·eur·s à l'assistance sociale publique par le biais du [programme IDPoor](#).

Après une enquête menée auprès des travailleuse·eur·s à domicile, WIEGO et ses

L'équipe a aussi assuré une formation par les pairs pour que les travailleuse·eur·s puissent avoir accès à des informations mises à jour sur la protection sociale en fonction de leurs besoins. Avec le soutien de WIEGO, les travailleuse·eur·s à domicile ont commencé à dialoguer avec les fonctionnaires de la sécurité sociale, ce qui a contribué à faire évoluer la dynamique de la gouvernance locale. Les travailleuse·eur·s ont déclaré avoir pris davantage conscience de leurs droits et être plus favorables à souscrire au VSS. De plus, le gouvernement a développé l'enregistrement mobile du VSS, avec le soutien de HomeNet Laos.

Au niveau des politiques, le travail de WIEGO avec HomeNet Laos a permis aux travailleuse·eur·s à domicile de contribuer aux dialogues sur la réforme de la protection sociale aux niveaux national et régional, s'impliquant ainsi directement dans les processus de prise de décision.

Avec le soutien de WIEGO, HomeNet Laos a participé à la [réunion de l'Assemblée nationale](#) sur la protection sociale en mars 2025. De ce fait, le gouvernement s'est engagé à envisager des taux de cotisation au VSS flexibles et équitables, comme le réclament les travailleuse·eur·s de l'informel.



partenaires ont demandé qu'une nouvelle catégorie de « ménages à risque » soit incluse parmi les critères d'éligibilité des cartes IDPoor. Cela a été réalisé, ce qui signifie que les travailleuse·eur·s de l'informel vivant en situation de pauvreté, principalement des femmes, sont désormais couvert·e·s.

---

## « Obtenir la carte IDPoor grâce à l'aide de HomeNet a vraiment changé la donne pour la santé de ma famille. »

– Chheav Lery, représentant le groupe d'artisanat Tekvel Kangkert, composé de 30 membres, dans la province de Siem Reap

---



WIEGO poursuit ses efforts pour renforcer les capacités institutionnelles de HomeNet Cambodge et l'aider à nouer des alliances avec d'autres groupes travaillant pour améliorer la protection sociale au Cambodge. En République démocratique populaire lao, l'équipe WIEGO a entrepris de formaliser les partenariats entre les réseaux de travailleuse·eur·s à domicile et les entités gouvernementales, notamment la LSSO, afin d'institutionnaliser le partage des responsabilités.

Le succès des initiatives menées en République démocratique populaire lao et au Cambodge auprès des travailleuse·eur·s à domicile nourrit les discussions de l'ASEAN avec les fonctionnaires de haut rang du secteur du travail au sujet de l'amélioration de la couverture de l'assurance sociale des travailleuse·eur·s dans d'autres pays.

# Les coopératives et l'économie sociale et solidaire : une voie vers la formalisation et le travail décent



« Nous avons toujours compris qu'être une coopérative de récupératrice·eur·s de matériaux ne se résumait pas à sortir une boîte de collecte et à demander des dons. Nous avons compris que pour garder notre force, nous devions nous préparer ... Nous avons intégré un élément clé dans ce qu'est devenu Planeta Verde : la formation et l'éducation. Aujourd'hui, presque l'ensemble des 105 récupératrice·eur·s de matériaux à Planeta Verde savent lire et écrire. C'était un objectif que nous nous étions fixé il y a plus de 20 ans. »

– Martha Elena Iglesias,  
leader de Planeta Verde



la [coopérative Planeta Verde](#), située dans la municipalité de Rionegro, dans la région d'Antioquia, en Colombie. Planeta Verde défend les droits des récupératrice·eur·s de matériaux et promeut leur reconnaissance en tant que prestataires de services essentiels dans les municipalités de toute la Colombie, en coordination avec l'Association nationale des récupératrice·eur·s (ANR).

Après des années de plaidoyer, le gouvernement colombien a promulgué en 2024 le décret n° 1381, qui reconnaît expressément le droit des récupératrice·eur·s de matériaux de fournir en exclusivité les services publics de gestion des déchets. Plus important encore, ce décret réaffirme que le recyclage fait partie intégrante du service public de gestion des déchets et, à ce titre, exige que les récupératrice·eur·s de matériaux reçoivent une rémunération financée par des frais de gestion des déchets payés par les habitant·e·s. Cette mesure représente une avancée majeure vers la formalisation du travail des récupératrice·eur·s de matériaux, car leur rémunération est désormais liée à la prestation de services et ne dépend plus uniquement de la vente de matériaux recyclables. Le décret interdit aux entreprises ou aux sociétés de réaliser une collecte sélective (le processus consistant à trier et séparer les différents types de matières recyclables) en concurrence avec les récupératrice·eur·s de matériaux. En collaboration avec les organisations de récupératrice·eur·s de matériaux en Colombie, WIEGO se concentre désormais sur la mise en œuvre de ce décret et sur la nécessité d'une vigilance constante pour protéger les droits de ces travailleuse·eur·s.

L'une des premières revendications des travailleuse·eur·s de l'informel est d'obtenir une reconnaissance officielle en tant que travailleuse·eur·s. En créant une entité légalement reconnue dans l'[économie sociale et solidaire \(ESS\)](#), telle qu'une coopérative, les travailleuse·eur·s du monde entier trouvent un moyen d'obtenir cette reconnaissance, d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs capacités de production et leurs conditions de travail.

La reconnaissance officielle est particulièrement importante pour les travailleuse·eur·s des secteurs tels que la récupération de matériaux et la vente de rue, dont le travail a été invisible aux yeux des décideuse·eur·s politiques, et même [criminalisé](#).

Grâce à la constitution de coopératives et d'autres entités de l'ESS, les travailleuse·eur·s de l'informel ont pu se forger une [identité collective en tant que travailleuse·eur·s](#) et mener des luttes collectives aboutissant à la reconnaissance et à l'obtention de droits effectifs. Citons notamment

En novembre 2024, WIEGO a publié l'[étude de cas](#) sur Planeta Verde, basée sur une enquête menée de mai à juillet 2024. Elle examine comment la coopérative intègre les pratiques de l'ESS dans ses activités quotidiennes de recyclage, tout en étendant ces principes à des aspects plus larges de la vie de ses membres.

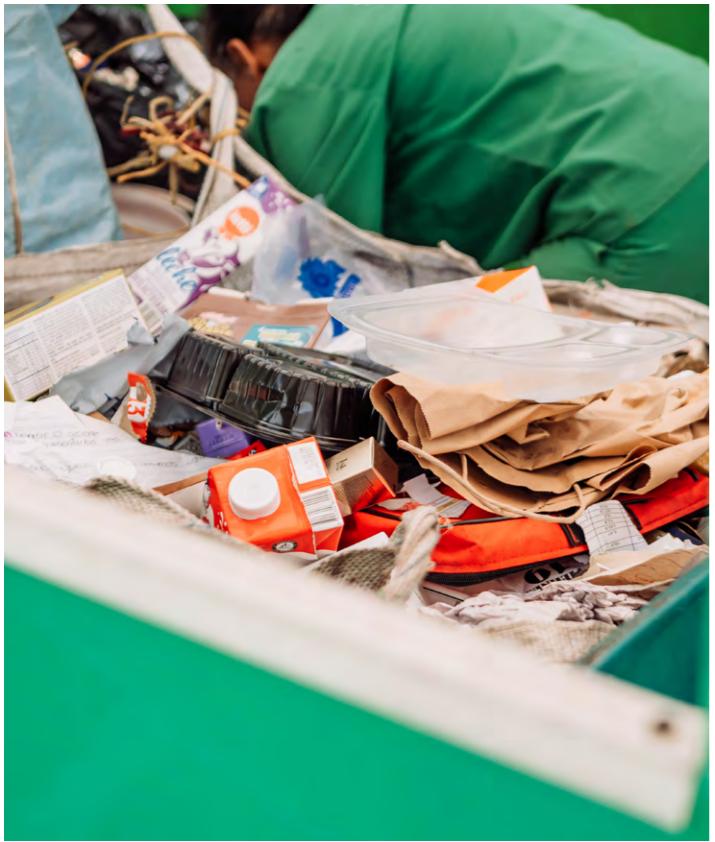


**« Nous avons neuf fonds sociaux : un fonds de solidarité, un fonds pour les personnes âgées – car 60 % de nos membres ont plus de 60 ans – ainsi qu'un fonds dédié à l'innovation et à la technologie, car nous devons agir sur tous les fronts. »**

– Martha Elena Iglesias

## > MONTRER AUX ESPACES POLITIQUES MONDIAUX COMMENT LES STRUCTURES DE L'ESS SONT BÉNÉFIQUES POUR LES TRAVAILLEUSE·EUR·S

Les expériences comme celle de Planeta Verde ne sont pas des cas isolés. Grâce à ses activités de recherche et de plaidoyer, WIEGO fait valoir les intérêts, les besoins et les expériences des travailleuse·eur·s auprès des espaces politiques mondiaux. Les travailleuse·eur·s qui s'organisent de manière productive et politique à travers les structures de l'ESS disposent ainsi d'une plateforme pour montrer comment celle-ci peut améliorer leur vie et leurs moyens de subsistance, favoriser la formalisation et ouvrir la voie à un travail plus digne et décent.



La formalisation de l'emploi désigne l'accès progressif aux droits et aux bénéfices associés à un emploi à part entière, tels que les socles minimaux de protection sociale, la protection du droit du travail, ainsi que des revenus et des conditions de travail équitables. Pour la plupart des travailleuse·eur·s de l'informel, la transition vers l'économie formelle est complexe en raison de multiples obstacles structurels, réglementaires et économiques.

**« Grâce à leur participation aux espaces de dialogue et de prise de décision, les entités de l'ESS non seulement rendent visibles leurs intérêts et leurs difficultés, mais consolident aussi leur rôle dans les processus de reconnaissance, de formalisation et d'influence sur les politiques publiques. »**

– Federico Parra, spécialiste de l'économie sociale et solidaire à WIEGO

WIEGO a animé un débat sur le [rôle des coopératives](#) dans la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle lors de la conférence de l'Alliance coopérative internationale, tenue à Delhi, en Inde, en novembre 2024. Il comprenait des présentations de Planeta Verde, de



HomeNet Thaïlande, de l'Unión de Trabajadoras y Trabajadores de la Economía Popular ([UTEP](#)) et de la [Fédération coopérative de SEWA](#). Et grâce aux délégué·e·s participant à la conférence, HomeNet International, l'Association internationale des récupératrice·eur·s et StreetNet International ont pu expliquer comment l'adoption des pratiques, des principes et des valeurs de l'ESS a permis à un grand nombre de travailleuse·eur·s de l'informel d'être reconnu·e·s comme travailleuse·eur·s par les décideuse·eur·s politiques et a amélioré leurs conditions de travail.

### > ACCÉDER AUX MÉCANISMES DE FINANCEMENT COLLECTIFS

La reconnaissance institutionnelle est essentielle pour les travailleuse·eur·s de l'informel, car elle facilite leur intégration progressive dans l'économie formelle et leur offre un environnement plus sûr et plus stable, a déclaré Parra.

L'un des principaux obstacles auxquels les travailleuse·eur·s de l'informel font face est leur exclusion du système financier traditionnel. Les banques refusent souvent de leur accorder des crédits, et les mécanismes d'épargne conventionnels ne sont pas adaptés à l'irrégularité de leurs revenus. Dans ce contexte, l'économie sociale et

solidaire joue un rôle fondamental en proposant des alternatives adaptées aux réalités des travailleuse·eur·s. En adhérant à des coopératives ou à d'autres entités de l'ESS, les travailleuse·eur·s de l'informel bénéficient d'une formation en gestion financière et ont accès à des mécanismes de financement collectifs, à des institutions coopératives d'épargne et de crédit, ainsi qu'à d'autres ressources.

Le programme d'Organisation et représentation de WIEGO assure des formations aux organisations de travailleuse·eur·s sur les principes et pratiques de l'ESS et soutient StreetNet International dans son projet visant à [promouvoir et mettre en œuvre](#) les pratiques de l'ESS parmi les organisations de vendeuse·eur·s de rue et de commerçant·e·s de marché. Une boîte à outils pratique a été mise au point afin d'illustrer le fonctionnement des systèmes d'épargne et de crédit solidaires et leurs avantages pour les travailleuse·eur·s de l'informel.

Au fur et à mesure que davantage d'organisations de travailleuse·eur·s adoptent les principes et les pratiques de l'ESS, les frontières entre le travail « informel » et le travail « formel » se relâchent. À leur place, un nouveau modèle économique prend forme, fondé sur la solidarité, où chaque travailleuse·eur est autonomisé·e et reconnu·e comme méritant dignité et travail décent.



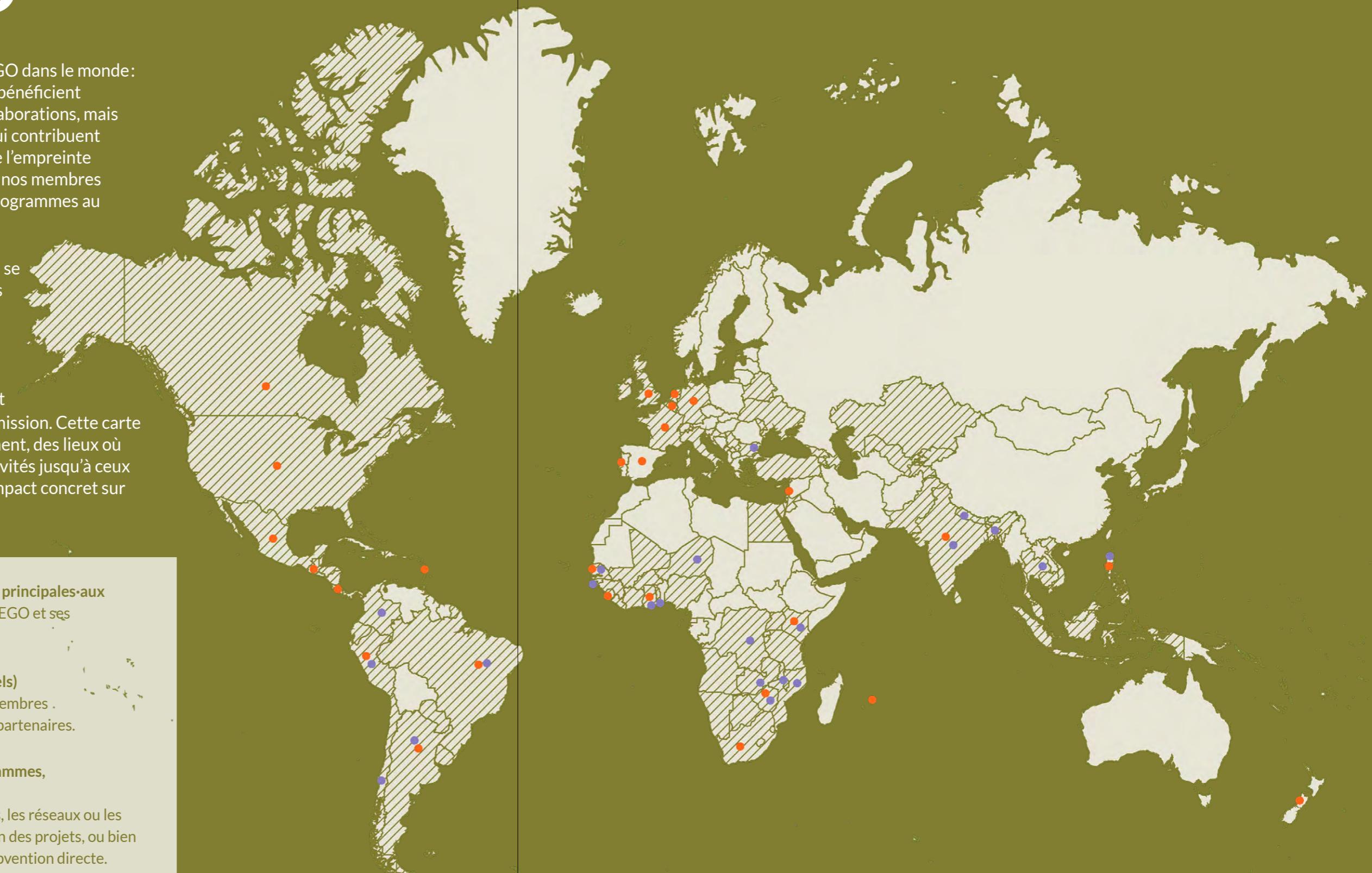
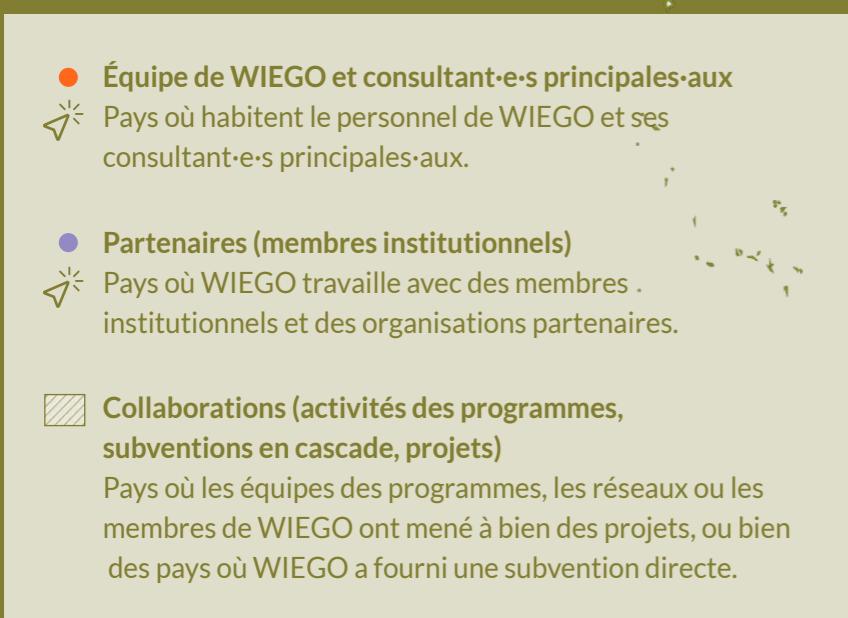
Présence  
mondiale  
de WIEGO

---

# Présence mondiale de WIEGO

Cette carte illustre la présence de WIEGO dans le monde: elle montre non seulement les pays qui bénéficient directement de nos programmes et collaborations, mais aussi les personnes et les partenaires qui contribuent à rendre cet impact possible. Elle reflète l'empreinte combinée de notre équipe mondiale, de nos membres institutionnels et des activités de nos programmes au cours de l'exercice concerné.

En y incluant non seulement les lieux où se trouvent nos partenaires institutionnels et les bénéficiaires de notre travail, mais aussi ceux où vivent les membres de notre équipe et nos consultant·e·s principaux·ales, nous souhaitons offrir une vision claire du réseau de WIEGO et des efforts collectifs qui portent notre mission. Cette carte illustre la profondeur de notre engagement, des lieux où nous concevons et coordonnons les activités jusqu'à ceux où nous collaborons et produisons un impact concret sur le terrain.



## IMPACT MONDIAL

Lors de l'année fiscale 2024-2025, WIEGO a soutenu les travailleuse·eur·s de l'informel partout dans le monde grâce à des recherches, au renforcement des capacités, au plaidoyer en matière de politiques publiques et à l'accompagnement des travailleuse·eur·s.



Le [programme de Protection sociale](#) s'est concentré sur le renforcement des systèmes de soins de santé et de protection sociale, sur les études concernant les micro-pensions, sur l'assurance accident du travail et l'accès des travailleuse·eur·s à domicile à la sécurité sociale, ainsi que sur la mise en œuvre de projets portant sur la garde d'enfants aux marchés en Afrique.



Le [programme Droit](#) a promu l'autonomisation juridique et défendu les droits des travailleuse·eur·s en offrant des formations, en menant des recherches sur la gouvernance urbaine et le travail informel, en documentant des problématiques liées aux droits humains des vendeuse·eur·s de rue et en menant un travail de plaidoyer de haut niveau au sein de forums nationaux et internationaux.



Le [programme de Statistiques](#) de WIEGO, pour sa part, a rendu les travailleuse·eur·s plus visibles à travers la collecte de données, les notes d'information statistique par pays et les projets collaboratifs avec des institutions comme l'OIT et la Division des statistiques de l'ONU. Les données probantes générées, y compris les études détaillées sur les récupératrice·eur·s de matériaux, les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché, permettent de façonner les politiques de protection sociale et de renforcer la compréhension de l'informalité du travail.



De son côté, le [programme de Politiques urbaines](#) s'est concentré sur la résilience climatique, en développant un système de suivi en temps quasi réel de 16 coopératives de récupératrice·eur·s dans six villes du Brésil. De plus, l'équipe a fourni des formations

pour la sensibilisation climatique et a suivi les répercussions du climat sur les travailleuse·eur·s à domicile et les vendeuse·eur·s de rue. Elle a aussi établi un dialogue avec les gouvernements et les organisations des travailleuse·eur·s pour influencer les politiques et a mené des recherches, des actions de plaidoyer et des formations pour renforcer les capacités en matière de problématiques fiscales qui affectent les travailleuse·eur·s de l'informel. L'initiative Villes focales a travaillé en général, avec les organisations des travailleuse·eur·s et les autorités locales sur la négociation collective, la justice fiscale, ainsi que sur le financement des infrastructures résistantes au climat et de la protection sociale.



Le [programme d'Organisation et représentation](#) a fourni des formations aux organisations de travailleuse·eur·s sur les principes et les pratiques de l'économie sociale et solidaire, et travaille de manière engagée et collaborative pour soutenir la mise en œuvre de ces pratiques. Son travail comprend le développement d'une boîte à outils pratiques pour expliquer ce que sont les systèmes solidaires d'épargne et de crédit et comment ils peuvent être utiles aux travailleuse·eur·s de l'informel.

De manière générale, les interventions de WIEGO en 2024-2025 aux niveaux local et mondial ont suivi une approche fondée sur le changement systémique, intégrant la recherche, la formation, le plaidoyer et l'engagement politique, afin de défendre les droits et de renforcer les moyens de subsistance et la résilience des travailleuse·eur·s de l'informel du monde entier.

## PRÉSENCE MONDIALE

Pays	Équipe de WIEGO et consultant·e·s principales·aux	Partenaires	Collaborations
AFRIQUE DU SUD	●		●
ALLEMAGNE	●		●
ANGOLA			●
ANTIGUA-ET-BARBUDA			●
ARGENTINE	●	●	●
ARMÉNIE			●
AZERBAÏDJAN			●
BANGLADESH		●	●
BÉLARUS			●
BELGIQUE	●		●
BÉNIN			●
BHOUTAN			●
BOSNIE-HERZÉGOVINE			●
BOTSWANA			●
BRÉSIL	●	●	●
BULGARIE		●	●
BURKINA FASO			●
BURUNDI			●
CAMBODGE			●
CANADA	●		●
CHILI		●	●
COLOMBIE	●	●	●
CORÉE DU SUD			●
COSTA RICA	●		●
CÔTE D'IVOIRE			●
ÉGYPTE			●
EL SALVADOR			●
ÉQUATEUR			●
ESPAGNE	●		●
ESWATINI			●
ÉTATS-UNIS	●		●
FRANCE	●		●
GÉORGIE			●
GHANA	●	●	●
GUATEMALA	●		●
GUINÉE		●	●
HONDURAS			●
HONG KONG			●
INDE	●	●	●
INDONÉSIE			●
ITALIE			●
JAMAÏQUE			●
JORDANIE			●
KAZAKHSTAN			●
KENYA	●	●	●
KIRGHIZISTAN			●
KOWEÏT			●
LESOTHO			●
LIBAN	●		●
LIBÉRIA			●

Pays	Équipe de WIEGO et consultant·e·s principales·aux	Partenaires	Collaborations
MACÉDOINE			●
MALAISIE			●
MALAWI		●	●
MALDIVES			●
MALI			●
MAURICE		●	●
MEXIQUE		●	●
MOLDOVA			●
MONTÉNÉGRO			●
MOZAMBIQUE		●	●
NAMIBIE			●
NÉPAL		●	●
NICARAGUA			●
NIGER		●	●
NIGERIA			●
NOUVELLE-ZÉLANDE		●	●
OUGANDA			●
OUZBÉKISTAN			●
PANAMA			●
PAKISTAN			●
PARAGUAY			●
PAYS BAS		●	●
PÉROU		●	●
PHILIPPINES		●	●
PORTUGAL		●	●
QATAR			●
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO		●	●
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO			●
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE			●
ROYAUME-UNI		●	●
RWANDA			●
SAINTE-LUCIE		●	●
SÉNÉGAL		●	●
SERBIE			●
SIERRA LEONE		●	●
SRI LANKA			●
SUISSE			●
TADJIKISTAN			●
TAÏWAN			●
TANZANIE			●
THAÏLANDE		●	●
TOGO		●	●
TRINITÉ-ET-TOBAGO			●
TÜRKİYE			●
UKRAINE			●
URUGUAY		●	●
ZAMBIE		●	●
ZIMBABWE		●	●



Nos  
connaissances  
partagées avec  
le monde

# Nos connaissances partagées avec le monde

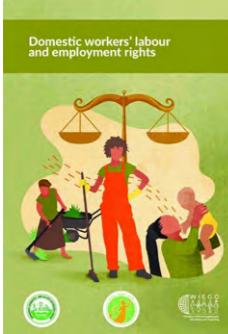
## Un aperçu des principales ressources de connaissances et d'apprentissage de WIEGO

En 2024-2025, WIEGO n'a pas cessé de produire et de partager des recherches et des ressources d'apprentissage de haute qualité, conçues pour le développement des connaissances, le soutien aux efforts de plaidoyer et le renforcement des organisations des travailleuse·eur·s de l'informel. Notre production a pris diverses formes, allant des notes d'information sur des politiques et des rapports aux documents, aux guides et aux boîtes à outils pour le plaidoyer, jusqu'aux podcasts. Chaque ressource a permis de traduire la recherche et l'expérience sur le terrain de WIEGO en réflexions et en données probantes utiles pour étaler l'apprentissage des travailleuse·eur·s, des décideuse·eur·s politiques et des praticien·ne·s.

## DOCUMENTS, GUIDES ET BOÎTES À OUTILS POUR LE PLAIDOYER



**How We Can Make R204 Matter: Hands-on Guide for Workers in the Informal Economy**  
[Comment rendre pertinente la R204 : un guide pratique pour les travailleuse·eur·s de l'informel]



**Domestic Workers' Labour and Employment Rights**  
[Les droits du travail et de l'emploi pour les travailleuses domestiques]



**Waste Picker Collectives and Climate Vulnerability in Belo Horizonte**  
[Les coopératives de récupératrice·eur·s de matériaux et la vulnérabilité climatique à Belo Horizonte]

## NOTES D'INFORMATION ET RÉSUMÉS



## ÉTUDES DE CAS ET RAPPORTS

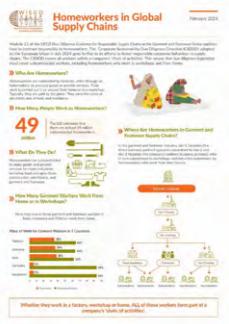


**Protection sociale pour les travailleuse·eur·s de l'informel : tendances et changements - Gouvernance et protection sociale pour les travailleuse·eur·s de l'informel**

**Social and Solidarity Economy Practices of the Planeta Verde Cooperative of Waste Pickers**  
[Pratiques de l'économie sociale et solidaire par la coopérative de récupératrice·eur·s de matériaux Planeta Verde]

**No Inclusion Without Work: A Study on Andahuaylas Street Vendors with Disabilities in Historic Downtown Lima**  
[Pas d'inclusion sans travail. Étude sur les vendeuse·eur·s de rue en situation de handicap : centre historique de Lima, Jirón Andahuaylas]

## INFOGRAPHIES ET RESSOURCES INTERACTIVES



**Homeworkers in Global Supply Chains**  
[Les travailleuse·eur·s non salarié·e·s dépendant·e·s à domicile dans les chaînes d'approvisionnement mondiales]



**La garde d'enfants sur les marchés**

## PODCASTS ET AUTRES RESSOURCES MULTIMÉDIA

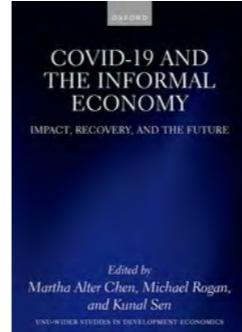


**IDWF & WIEGO Podcast: Domestic Workers Organising for Legal Change in Asia**  
[Série de podcasts de la FITD et de WIEGO : les travailleuses domestiques s'organisent pour un changement de la législation en Asie]



**Innovations to Financing Social Protection in a Changing World of Work**  
[Des innovations pour financer la protection sociale dans un monde du travail en constante évolution]

## POINTS SAILLANTS DE NOTRE RECHERCHE



**COVID-19 and the Informal Economy**  
[COVID-19 et l'économie Informelle]



**From 'Battles' to Collective Agreements Between Street Vendors and Local Authorities in Zimbabwe**  
[Des « batailles » aux conventions collectives entre les vendeuse·eur·s de rue et les autorités locales au Zimbabwe]



**Improving Home-Based Workers' Access to Social Security in Vientiane Capital, Lao PDR**  
[Plus d'accès à la sécurité sociale pour les travailleuse·eur·s à domicile à Vientiane capitale, en République démocratique populaire lao]



**Street Vendors and Market Traders in 12 Countries: A Statistical Profile**  
[Les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché dans 12 pays : un profil statistique]



### Mise en œuvre de la R204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle : leçons apprises de l'expérience sud-africaine



### Du palais aux cuisines : faire de la C189 une réalité pour les travailleuses domestiques en Afrique

## MODULES DE FORMATION ET RESSOURCES DIDACTIQUES



### Social Protection Capacity Development Journey: Financing & Economics of Social Protection [Parcours de renforcement des capacités sur la protection sociale : le financement et l'économie de la protection sociale]

Accédez aux dernières publications, recherches, analyses politiques, rapports statistiques, outils pratiques sur l'économie informelle et d'autres ressources en visitant la [bibliothèque de recherches de WIEGO](#).





# Rapport financier

---

# Rapport financier

## > GOUVERNANCE FINANCIÈRE

Le Comité des finances est la sous-commission du Conseil d'administration de WIEGO chargée de superviser la gestion financière et l'audit des comptes afin d'assurer la durabilité et la viabilité de WIEGO à l'avenir. Cela comprend la révision des budgets annuels, ainsi qu'un examen permanent des contrôles budgétaires et financiers pour réduire le risque d'une sous-utilisation ou d'un dépassement des dépenses et pour atténuer un manque éventuel de revenus au cours d'un exercice financier. Ce risque est en outre atténué par la constitution de réserves affectées en grande partie à l'Assemblée générale, qui se tient tous les quatre ans. La prochaine Assemblée générale se tiendra en novembre 2026. De plus, les réserves libres s'élèvent, le 31 mars 2025, à 681 000 USD et seront utilisées pour maintenir les principaux programmes pendant une période de trois mois en cas d'incertitudes découlant de difficultés de financement et d'autres incertitudes.

Le Comité des finances s'en remet au Conseil d'administration de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales concernant les budgets et la gestion des risques.

## > RÉSUMÉ FINANCIER

Pour l'exercice clos le 31 mars 2025, WIEGO a reçu une opinion sans réserve de la part de ses auditeurs, Crowe UK LLP. Les chiffres indiqués dans les résumés financiers – pour le bilan, la source des fonds et l'affectation des fonds – sont extraits des comptes statutaires, approuvés par le Conseil d'administration le 2 septembre 2025. Les commissaires aux comptes ont confirmé au Conseil d'administration que ces extraits sont en cohérence avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Il se peut que ces extraits manquent d'informations pour permettre une pleine compréhension des affaires financières de la société. Il faudrait, en conséquence, consulter les comptes statutaires complets, conjointement avec le Rapport des commissaires aux comptes et le Rapport du Conseil d'administration ; ils sont disponibles auprès du secrétariat de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni. Les comptes statutaires complets seront également disponibles en ligne après avoir effectué tous les dépôts réglementaires.

## Points saillants financiers de l'exercice 2024-2025 (en milliers de USD)

	2024/2025	2023/2024
Recettes totales de WIEGO	9 031	7 152
Dépenses totales de WIEGO	4 791	4 200
Subventions aux partenaires	16 082	15 114

## Bilan financier

	2024-25 En milliers de USD	2023-24 En milliers de USD
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	Montants à recevoir	459
	Avoirs en banque	16 787
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>		17 246
<b>CRÉANCIERS</b>	Montants à payer	(1 834)
<b>ACTIFS NETS</b>		<b>15 412</b>
<b>FONDS</b>	Fonds affectés	10 831
	Fonds non affectés	4 581
		<b>15 412</b>
		<b>22 462</b>

Source : l'extrait des comptes statutaires

## > SOURCE ET UTILISATION DES FONDS

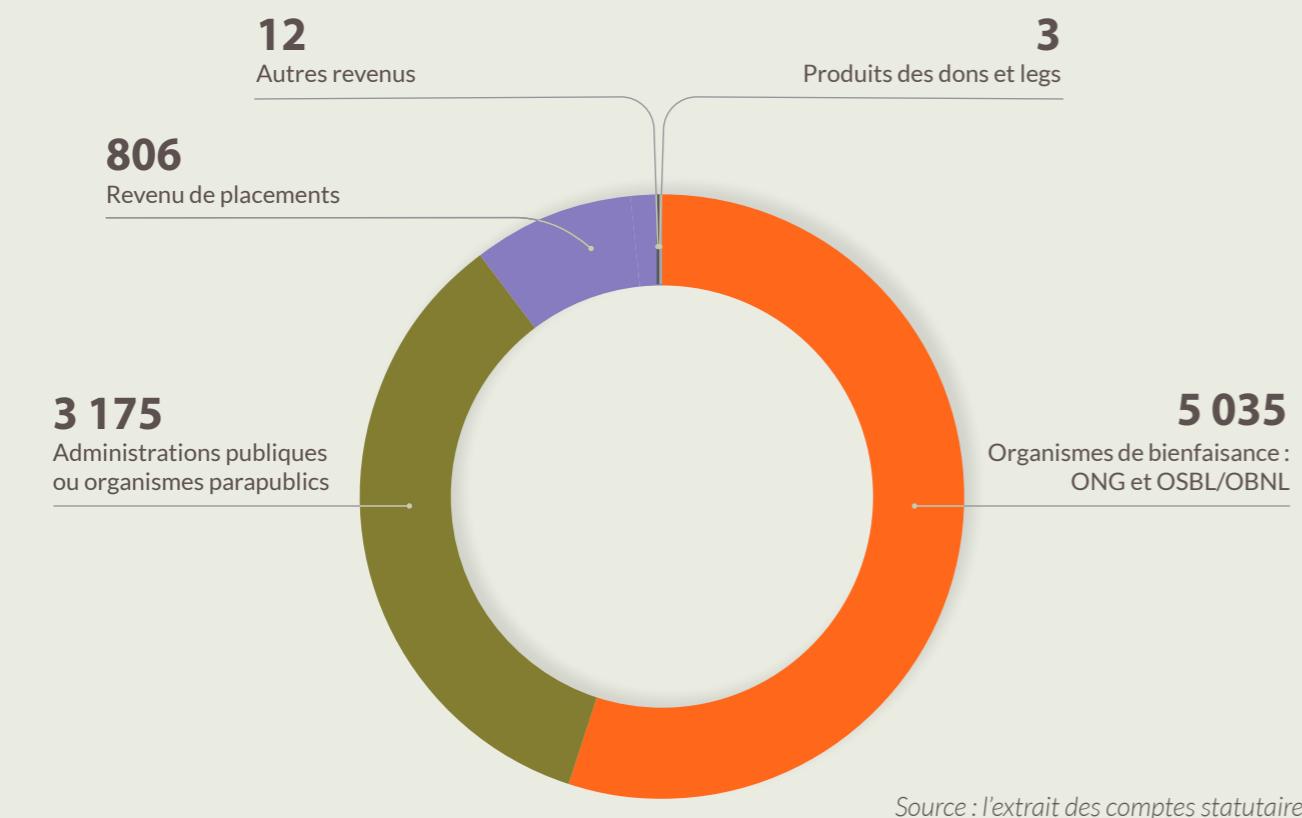
Les recettes totales s'élèvent à 9 millions USD pour l'exercice clos le 31 mars 2025, contre 7,2 millions USD l'exercice précédent. Pour le même exercice, les ressources utilisées totalisent 16,1 millions USD, contre 15,1 millions USD l'année précédente.

### Sources des fonds

Au fil des 28 dernières années, WIEGO a eu la chance de recevoir le soutien de plusieurs bailleuse·eur·s de fonds dans ses efforts pour soutenir le mouvement des travailleuse·eur·s de l'informel. Lors de l'exercice clos le 31 mars 2025, WIEGO a reçu du financement de la part de 15 bailleuse·eur·s de fonds institutionnels. De plus, les revenus d'intérêts ont totalisé 806 000 USD, contre 1,1 million USD l'exercice précédent.

WIEGO tient à remercier l'ensemble des organisations, des fondations et des gouvernements pour leur généreux soutien financier au fil des années.

### Recettes 2024/2025 (en milliers de USD)



### Sources des fonds

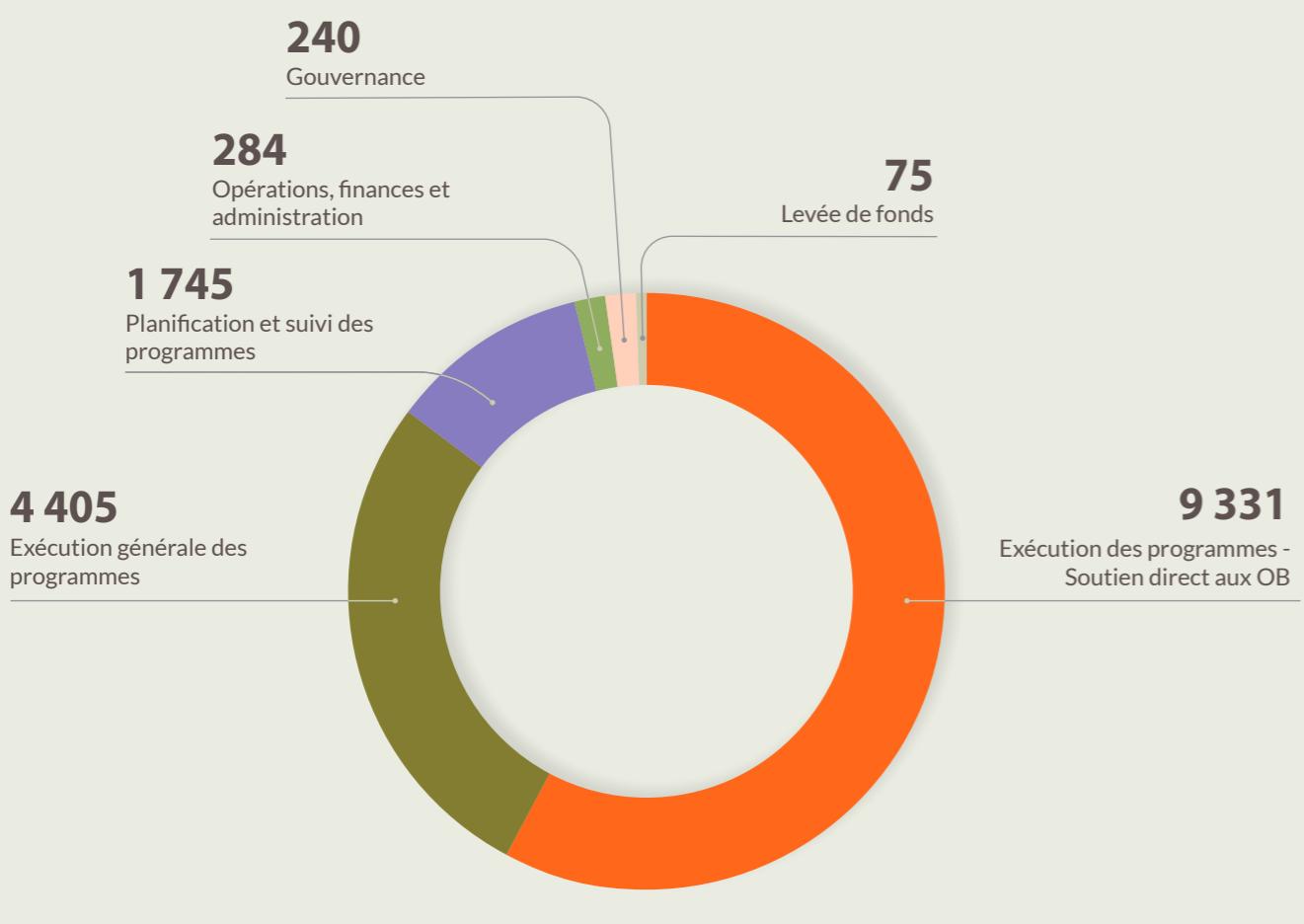
	2024-25 milliers de USD	2023-24 milliers de USD
Fondation Ford	0	49
Agence suédoise de coopération internationale pour le développement	2 857	2 770
Fonds à but non lucratif Schwab	250	250
Centre de recherches pour le développement international - Étude sur la COVID-19	12	89
CRDI - Climat et villes	306	0
Comic Relief	26	114
Fonds Philanthropique Wellspring	200	200
Organisation internationale du Travail	6	15
Stiftung Auxilium	133	133
Fondation William et Flora Hewlett	3 900	2 000
Co-Impact	368	0
Revenus de placements	806	1 143
Autres sources	167	389
<b>TOTAL</b>	<b>9 031</b>	<b>7 152</b>

Source : l'extrait des comptes statutaires

## Utilisation des fonds 2024-2025

La stratégie de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le maximum de ressources possible soit directement consacré aux programmes afin de répondre à l'objectif de WIEGO, qui consiste à fournir des améliorations qualitatives en matière de recherche, de plaidoyer politique et de renforcement des capacités. Il convient de noter que 96 % des ressources ont été dépensées pour l'accompagnement direct ou indirect des organisations de base, en vue de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des programmes.

### Dépenses 2024-2025 (en milliers de USD)





Notre  
avenir

# Notre avenir

Alors que le dernier des quatre réseaux mondiaux vient d'être constitué, WIEGO envisage, dans un esprit de force et de solidarité, son nouveau rôle dans le mouvement des travailleuse·eur·s de l'informel.

C'est le moment de se livrer à une réflexion interne, et WIEGO s'engage à écouter et à apprendre tout au long de cette période de transformation.

**« Conscient de la nécessité d'être plus agile et proactif dans un contexte mondial en mutation, WIEGO s'adapte pour suivre le rythme des grandes tendances qui influencent le monde du travail. »**

Nous avons célébré aux côtés des travailleuse·eur·s de l'informel leurs réussites de la période 2024-2025, notamment :



L'Alliance internationale des récupératrice·eur·s (AIR), le réseau mondial d'organisations de récupératrice·eur·s de matériaux qui représente 460 000 de 34 pays, a tenu son premier congrès électif en mai 2024. Cet événement a été d'une importance capitale pour le mouvement des travailleuse·eur·s de l'informel.



La Fédération internationale des travailleuses domestiques (FITD) a fait preuve de durabilité en célébrant son 11<sup>e</sup> anniversaire, alors que les Nations unies la reconnaissaient comme l'une des « Champion·ne·s du soin ».



StreetNet International a élargi sa base de membres à [près d'un million de travailleuse·eur·s](#).



HomeNet International a plaidé passionnément en faveur de la ratification de la C177 de l'OIT.

## > RÉAGIR ET S'ADAPTER AUX ÉVOLUTIONS DU SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

WIEGO répond également à une pression externe en faveur du changement : nous sommes au milieu de multiples crises qui s'intensifient – guerres, instabilité économique, inaction face au changement climatique et montée de politiques autoritaires à l'échelle mondiale. Les travailleuse·eur·s de l'informel, en particulier les plus démunie·s et plus spécialement les femmes, sont vulnérables aux effets cumulés de ces crises.

La [crise](#) dans le secteur du développement s'aggrave et, aux côtés des réseaux mondiaux de travailleuse·eur·s de l'informel, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations de la société civile, WIEGO réagit rapidement.

À l'approche de la fin du financement du projet Villes focales, les activités à Dakar (Sénégal) et à Mexico ont été réduites ; WIEGO veille toutefois à ce que les organisations de base dans ces villes continuent de travailler en étroite collaboration avec les réseaux mondiaux auxquels elles sont affiliées.

**« La nouveauté doit s'ancrer dans le mandat fondateur de WIEGO, ses valeurs et ses principes, et veiller à ce que sa mission demeure vivante. »**

## > RESTER EN PHASE AVEC LES NOUVELLES TENDANCES DU MONDE DU TRAVAIL

Constatant la nécessité d'être plus agile et proactive dans un contexte mondial en mutation, WIEGO s'adapte afin de rester en phase avec les grandes tendances qui façonnent le monde du travail. De plus en plus de voix réclament de nouvelles approches [économiques](#) et [politiques](#), et WIEGO explore ce à quoi pourrait ressembler cette « nouvelle économie politique » pour l'économie informelle.

C'est le moment de se spécialiser et de s'aligner, et WIEGO affine et approfondit son travail de production de statistiques, de recherche et d'analyse des politiques publiques au service du mouvement des travailleuse·eur·s.

Dans ce processus de changement – rendu indispensable par l'évolution du contexte et nécessaire pour assurer la viabilité dans un environnement financier incertain – WIEGO reste en équilibre au fur et à mesure qu'elle se réinvente, tout en valorisant le meilleur de ses méthodes de travail originelles. Cette évolution doit être ancrée dans le mandat, les valeurs et les principes fondateurs de WIEGO et garantir la pérennité de sa mission : améliorer les conditions de travail des travailleuse·eur·s de l'informel et remettre en cause les systèmes à l'origine de la pauvreté et des inégalités, afin de construire un monde du travail plus juste. Nous espérons pouvoir partager davantage avec vous au cours de cette évolution.

## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

**Couverture** : Une travailleuse à domicile dans la colonie de relogement de Savda Ghevra, à Delhi (Inde), lors des inondations provoquées par les pluies de la mousson.  
Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Pages 4-5** : Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Page 7** : Équipe de WIEGO, septembre 2024.  
Crédit photo : Lyra Aoko Photography.

**Pages 10-11** : Une commerçante de marché en Ouganda qui confectionne des vêtements pour les vendre.  
Crédit photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images/Images of Empowerment.

**Pages 14-15** : Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Pages 18-19** : Travaillées à domicile à Ahmedabad (Inde). Crédit photo : Paula Bronstein/Getty Images/Images of Empowerment.

**Page 22** : Josephine Lomokie Dugbatey, vendeuse ambulante à Accra (Ghana). Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Page 24** : Charity Sowu, commerçante de marché à Accra.  
Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Page 27** : Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Page 28** : Crédit photo : iStock, diegograndi.

**Page 30** : Divya Verma, travailleuse à domicile (à droite), aux côtés de Shavista, formatrice de la SEWA, à Delhi.  
Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Page 31** : Conférence internationale du Travail, Genève (Suisse). Crédit photo : Sofía Trevino.

**Page 33** : Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Pages 34, 38 et 39** : Formation à Nairobi (Kenya). Crédit photo : Aura Sevilla.

**Page 37** : Laxmi Narayan, vendeur ambulant (à droite), à Madangiri, Delhi. Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Pages 40, 46 et 47** : Participants à l'atelier de formation sur l'autonomisation juridique au Togo.  
Crédit photo : Teresa Marchiori.

**Page 42** : Crédit photo : Akhila Kolisetty.

**Page 44** : De gauche à droite : Hazel Makumbe, Anywhere Mapuranga et Charity Ngaliwa.  
Crédit photo : Fungai Munetsi.

**Page 48** : Babita Ben, travailleuse à domicile à Delhi.  
Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Pages 50-51** : Formatrices et membres de la Fiducie de logement Mahila Housing Trust à Delhi. Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Page 52** : Gulshan Bano, travailleuse à domicile à Delhi.  
Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Page 53** : Babita Ben (photo du haut), travailleuse à domicile, et Shanti, vendeuse ambulante.  
Crédit photo : Ruhani Kaur.

**Page 54** : Phuong Savdi, travailleuse à domicile et membre du groupe « Balai khmer, environnement propre », à Svay Thom (Cambodge). Crédit photo : Aura Sevilla.

**Pages 56, 57 et 59** : Crédit photo : Aura Sevilla.

**Page 58** : Aura Sevilla, au travail au Laos. Photo prise par une collègue.

**Pages 60, 63, 64 et 65** : Membres de la coopérative de récupératrice·eur·s Planeta Verde, en Colombie. Crédit photo : Planeta Verde.

**Page 62** : Dioselina Castrillón, récupératrice.  
Crédit photo : Planeta Verde.

**Pages 66-67** : Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Pages 74-75 et 81** : Crédit photo : Angie Queupumil.

**Pages 82-83** : Comfort Asamoah, vendeuse ambulante à Accra. Crédit photo : Yaw Afrim Gyebi.

**Page 89** : Récupératrice·eur·s à Bogotá (Colombie).  
Crédit photo : Juan Arredondo/Getty Images/Images of Empowerment.

**Pages 90-91** : Justina Mokoena (à gauche) et Liberia Mapesmoawe, membres de la coopérative de récupératrice·eur·s, sur le site d'enfouissement de Boitshepi, en Afrique du Sud. Crédit photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage/Images of Empowerment.

# Rejoignez-nous et soutenez les travailleuse·eur·s de l'informel

Restez connecté·e et contribuez à amplifier les voix des travailleuse·eur·s de l'informel à travers le monde. Suivez, partagez et interagissez avec WIEGO sur nos différentes plateformes :



[www.wiego.org](http://www.wiego.org)



[wiego@wiego.org](mailto:wiego@wiego.org)



[linkedin.com/company/wiego](https://linkedin.com/company/wiego)



[facebook.com/wiegoglobal](https://facebook.com/wiegoglobal)



[youtube.com/@wiegoglobal](https://youtube.com/@wiegoglobal)

Soutenez notre engagement en faveur du mouvement des travailleuse·eur·s de l'informel, en particulier des femmes et des personnes démunies. Que vous soyez bailleuse·eur de fonds, décideuse·eur politique ou chercheuse·eur, votre soutien peut renforcer notre impact et consolider nos partenariats avec les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel partout dans le monde.

Ensemble, construisons une économie plus inclusive et plus équitable.